



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

RAPPORT COMPTABLE ET FINANCIER

Exercice 2023

Rapport comptable et financier

Exercice 2023

Présenté par Jean-Marc ÉCOIFFIER
Administrateur général des Finances publiques,

Agent comptable de l'Établissement national des
produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer)

Montreuil, le 19 mars 2024

SOMMAIRE

I. FAITS MARQUANTS	5
<u>FAITS CONCERNANT L'ETABLISSEMENT ET LES STRUCTURES</u>	6
<u>FAITS CONCERNANT L'ACTIVITE</u>	13
<u>FAITS CONCERNANT LES PROCESSUS COMPTABLES ET FINANCIERS</u>	33
II. DONNÉES COMPTABLES ET FINANCIÈRES	37
<u>ANNEXES : FAITS D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE</u>	45
<u>AUTRES INFORMATIONS</u>	54

I – FAITS MARQUANTS

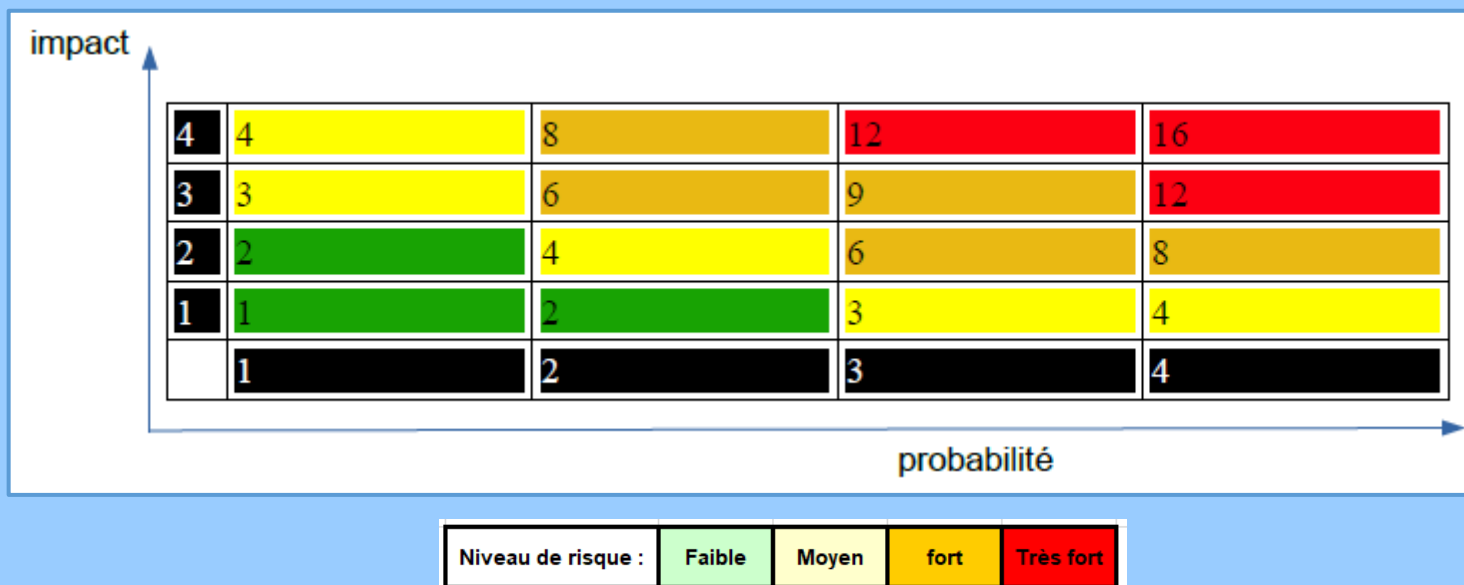
Faits concernant l'établissement et les structures

Le contrôle interne comptable

DÉFINITION et CADRE JURIDIQUE DU DISPOSITIF : le contrôle interne se définit comme l'ensemble des dispositifs organisés, formalisés et permanents choisis par l'encadrement et mis en œuvre par les responsables de tous niveaux pour maîtriser le fonctionnement de leurs activités. Le contrôle interne comptable est un sous ensemble du contrôle interne de l'établissement. L'article 215 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique prévoit son application dans les établissements publics nationaux.

ÉLABORATION D'UNE CARTOGRAPHIE DES RISQUES

Les risques inhérents de l'Etablissement sont évalués en fonction de leur « criticité », qui combine leur probabilité de survenance et les impacts qu'ils sont susceptibles d'engendrer. Il résulte de la combinaison gravité/probabilité une appréciation du risque qu'il convient de hiérarchiser au moyen de l'échelle de criticité arrêtée au niveau de l'Etablissement :



Les activités de maîtrise des risques mises en place de manière pérenne contribuent à diminuer les facteurs de risque. Les risques dits « résiduels » sont cotés de la même manière.

LA MISE EN ŒUVRE : UNE CARTOGRAPHIE DES RISQUES RÉVISÉE : le comité stratégique du pilotage du contrôle interne (CSPCI) du 20 septembre 2023 a étudié l'état d'avancement du plan d'action de contrôle interne 2023 (réalisé à 51 % au 13/09/2023), validé une cartographie révisée des risques stratégiques et comptables, ainsi que le plan d'action associé. La cartographie et le plan d'action ont été approuvés par le conseil d'administration du 21 novembre 2023. 49 risques ont été identifiés et cotés en 2023, dont 32 risques financiers (ajout d'un risque « Dépense irrégulière » pour le FEAMPA).

La cartographie des risques mise à jour

Sous-cycle	Processus	Risques comptables, financiers et/ou budgétaires	Risque inhérent	Risque résiduel
États financiers	Comptes financiers	Comptabilité générale non conforme	4	1
	Comptes budgétaires	Comptabilité budgétaire non conforme	8	2
	Dépenses européennes : apurement annuel des comptes	Etats européens non conformes	12	6
Programmation	Préparation budgétaire	Communication hors délais	4	2
		Mauvaise qualité des prévisions budgétaires	9	6
		Pilotage budgétaire du domaine RH insuffisant	6	4
Engagements et provisions	Engagements donnés - Aval (2 Mds€ d'encours)	Manque de sincérité des comptes financiers - Engagements hors bilan	9	2
	Engagements donnés - autres	Manque de sincérité du rapport ordonnateur et des comptes financiers - Engagements hors bilan	3	1
	Provisions pour risques et charges	Non sincérité des dépenses futures et des comptes financiers et du bilan	3	2
Immobilisations corporelles et incorporelles, stocks	Immobilisations incorporelles et autres immobilisations corporelles - Parc immobilier - Participations - Avances et prêts	Manque de sincérité du compte financier et du bilan	6	4
Toutes charges	Exécution budgétaire des dépenses	Engagements irréguliers	9	6
	Pilotage et suivi de l'exécution budgétaire	Analyse des données non réalisée, insuffisante ou erronée	6	2
Charges de personnel	Rémunérations - Frais de déplacement	Dépense irrégulière	6	1
Charges de fonctionnement	Commande publique - Baux - Impôts et taxes	Dépense irrégulière	9	6
		Dépense payée hors délai	6	2
Charges d'interventions européennes	Interventions européennes - FEAGA	Dépense irrégulière	9	4
		Dépense payée hors délai	9	2
	Interventions européennes - FEAD / FSE+	Dépense irrégulière	8	6
		Appels de fonds tardifs	9	6
Charges d'interventions européennes (suite)	Interventions européennes - FEAMPA	Dépense irrégulière	9	4
		Dégagement d'office	9	4
Charges d'interventions nationales	Interventions nationales	Dépense irrégulière	6	2
		Dépense payée hors délai	6	2
Tous produits de fonctionnement et d'intervention	Exécution budgétaire des recettes	Absence ou erreur d'enregistrement des recettes	4	1
Produits de fonctionnement	Recettes de fonctionnement - Restitution de l'indu	Non émission des titres	6	2
		Titres émis irréguliers	6	2
		Non recouvrement des créances	9	2
Produits d'interventions	Recettes d'intervention - Restitution de l'indu	Non émission des titres	9	2
		Titres émis irréguliers	9	2
		Non recouvrement des créances	9	2
		Recouvrement hors délai (FEAGA)	9	2
Trésorerie - Disponibilités	Compte bancaire - Numéraire	Trésorerie insuffisante	12	6

Niveau de risque :	Faible	Moyen	fort	Très fort
--------------------	--------	-------	------	-----------

La cartographie des risques financiers résiduels en 2024

IMPACT ▲ PROBABILITE ➤	Majeur				
	Significatif		Etats européens non conformes Mauvaise qualité prévisions budgétaires Engagements irréguliers Dépense commande publique, baux, impôts et taxes irrégulière Trésorerie insuffisante		
	Modéré	Communication hors délai des comptes UE Manque de sincérité des comptes financiers - engagement hors bilan (aval) Non sincérité des dépenses futures, des comptes financiers et du bilan Analyse des données budgétaires non réalisée, insuffisante ou erronée Non émission des titres de recette de fonctionnement Titres recettes de fonctionnement émis irréguliers Non recouvrement des créances de fonctionnement Non émission des titres de recette d'intervention Titres de recettes d'intervention émis irréguliers Non recouvrement des créances d'interventions Dépense FEAGA payée hors délai Recouvrement hors délai des recettes d'intervention FEAGA	Pilotage budgétaire domaine RH insuffisant Manque de sincérité compte financier et bilan Dépense FEAGA irrégulière Dépense FEAMPA irrégulière Dégagement d'office FEAMPA	Dépense irrégulière FEAD/FSE+ Appels de fonds FEAD/FSE+ tardifs	
	Faible	Comptabilité générale non conforme Manque de sincérité du rapport ordonnateur et des comptes financiers - Engagements hors bilan Dépense irrégulière - rémunérations, frais déplacement Absence ou erreur d'enregistrement des recettes	Comptabilité budgétaire non conforme Dépense cde publique, baux, impôts et taxes payée hors délai Dépense interventions nationales irrégulière Dépense interventions nationales payée hors délai		
		Rare	Peu probable	Possible	Très possible
		<div>Niveau de risque :</div> <div> <div>Faible</div> <div>Moyen</div> <div>fort</div> <div>Très fort</div> </div>			

Le principe

La note de service DG/S_CIAP/N 2022-02 du 13 octobre 2022, présentée au conseil d'administration du 16 novembre 2022, définit le dispositif de contrôle interne de l'Etablissement visant à la maîtrise des risques opérationnels, financiers ou de conformité ou en rapport avec l'atteinte des objectifs du contrat d'objectifs et de performance (COP) de l'Etablissement.

✚ Le plan d'actions global du contrôle interne

Le plan d'action global du contrôle interne est du ressort de l'ordonnateur. Il porte sur l'ensemble des risques depuis le fait générateur jusqu'au paiement. Révisé une fois par an, il est piloté par le service Contrôle interne et amélioration des processus (S_CIAP) de l'Etablissement. Il porte sur l'ensemble du dispositif de contrôle interne : identification des risques, environnement de contrôle (organisation, documentation, traçabilité, ...), activités de contrôle (procédures, contrôles administratifs et sur place, ...), information, communication et formation des nouveaux arrivants, pilotage.

Risques / obj. COP	Types	Cotation résiduelle	Actions	Échéances
Difficulté à gérer l'aide aux plus démunis (FSE+)	RCOP	6	Recourir à l'intérim en cas de besoin	En tant que de besoin
Risque de conflit d'intérêts	RCOP	4	1) Effectuer un contrôle <i>a posteriori</i> de la bonne mise en oeuvre des décisions prises suite à déclarations de conflits d'intérêts et tracer les résultats 2) Finaliser le travail entrepris en 2023 en matière de gestion des postes sensibles	1) 2024 2) Fin 2023-2024

Niveau de risque :	Faible	Moyen	fort	Très fort
--------------------	--------	-------	------	-----------

Le principe

✚ Le plan d'action du contrôle interne financier, comptable et budgétaire

Le plan d'action vise à la réduction des risques inhérents des processus budgétaires, comptables et métiers. Il vient en complément des actions déjà mises en place. Il combine des actions propres à chaque intervenant dans la chaîne financière (service des affaires financières, Agence comptable et tous les services métiers) et des actions partagées.

Risques financiers	Cotation résiduelle	Actions	Échéances
Etats européens non conformes	6	Poursuivre les travaux de mise en place l'outil PEP premium permettant la production des états européens conformes	2024
Mauvaise qualité des prévisions budgétaires	6	Poursuivre le dialogue de gestion préalable à la construction budgétaire sur la base d'un dossier de demande précis.	2024
Engagements irréguliers - toutes charges	6	Comme suite à la revue effectuée par SAF en 2023 concernant les habilitations au SI budgétaire : 1a) Formaliser la procédure d'établissement des délégations de signature 1b) Mettre à jour les délégations de signature qui le nécessitent 1c) Valider les habilitations budgétaires dans le SI. 2) Poursuivre la supervision budgétaire renforcée au travers du dialogue de gestion périodique avec les directions métiers et ST	1a) et 1b) Fin 2023 1c) 01/01/2024 2) 01/01/2024
Dépense irrégulière - commande publique	6	1) Mettre en place le service politique et stratégies achats 2) Finaliser la revue des procédures de passation des marchés publics en place et des mises à jour nécessaires 3) Finaliser la charte de déontologie en matière de MP 4) Sensibiliser les directions/services aux points sensibles en matière de MP	1) Fin 2023 2) à 4) : Fin 2023-2024
Dépense irrégulière - FSE+	6	Mettre en œuvre le projet d'application unique pour le visa (VISU) - Rattachement FSE+	2023
Appels de fonds tardifs - FSE+	6	1) Poursuivre les RV de suivi réguliers avec l'autorité de gestion (DGCS) avec relevé de décisions 2) Poursuivre le suivi individualisé de la trésorerie FSE+	Au fil de l'eau
Trésorerie insuffisante	6	Maintenir les actions en place : * Analyse des PREV/REAL et écarts * Note de trésorerie hebdo. * Priorisation des dépenses * Réunions de trésorerie * Dialogue de gestion avec les services métiers	Au fil de l'eau et en tant que de besoin

Niveau de risque :

Faible

Moyen

fort

Très fort

Le principe

Le plan d'action du contrôle interne financier, comptable et budgétaire (suite)

Risques	Cotation résiduelle	Actions	Échéances
Dépense irrégulière - FEAGA	4	1) Poursuivre la mise en œuvre du projet d'application unique pour le visa (VISU)2) Rédiger une procédure transversale du dispositif des cautions afin de couvrir l'ensemble du processus	1) 2023 à 2025 selon les mesures 2) Fin 2023-2024
Dépense irrégulière - FEAMPA	4	Finaliser les procédures de gestion et de contrôle sur la base des consignes de la DGAMPA, les diffuser et veiller à leur bonne application.	Fin 2023
Communications hors délais - Dépenses UE	2	Mettre à jour la procédure de gestion des demandes des corps de contrôle pour tenir compte de la mise en place de la Mission Synthèse et des progrès de la dématérialisation	2023
Manque de sincérité des comptes financiers - engagements hors bilan (Aval)	2	Compléter/améliorer les procédures en place au vu des conseils de l'audit interne suite à audit en 2023	2024
Non sincérité des dépenses futures et des comptes financiers et du bilan	2	Elaborer l'ABC en concertation avec SAF, le présenter au CODIR puis le mettre à la signature DG/AC et diffuser	Fin été 2024
Analyse des données budgétaires non réalisée, insuffisante ou erronée	2	Réaliser un contrôle <i>a posteriori</i> de l'exécution budgétaire par rapport à la programmation et échanger avec les directions et services	Fin exercice budgétaire
Dépense irrégulière - Dépenses nationales	2	Mettre en œuvre le projet d'application unique pour le visa (VISU) - Rattachement de SIVAL NL	2024
Non recouvrement des créances	2	1) Renforcer et formaliser la supervision des opérations d'inventaire physique des cautions et des rapprochements des données réalisés entre les outils de gestion et l'Infocentre. 2) Mettre en place une procédure ordonnateur/comptable pour la gestion des créances nationales	1) 31/10/2023 2) Fin 2023
Absence ou erreur d'enregistrement des recettes	1	1a) Formaliser la procédure d'établissement des délégations de signature 1b) Mettre à jour les délégations de signature qui le nécessitent 1c) Valider les habilitations budgétaires dans le SI. 2) Réaliser une revue du processus de gestion budgétaire des recettes pour les opérations budgétaires nationales réalisées au sein de FranceAgriMer	1a) et 1b) : fin 2023 1c) : 01/01/2024 2) 2024
Dépense irrégulière - Rémunérations	1	1) Réaliser un contrôle <i>a posteriori</i> sur le processus Paie 2) Au regard des résultats obtenus, mettre en place les actions d'amélioration nécessaires	2024

Niveau de risque : Faible Moyen fort Très fort

Faits concernant l'activité

L'activité et les principaux événements

• Une activité encore fortement soutenue

L'activité du service Visa des interventions a conservé en 2023 un rythme soutenu. Si le nombre de dossiers a fortement diminué (-60% par rapport à 2022), la diminution en montant reste relative (-17,6% par rapport à 2022).

Les paiements ont représenté 1,4 milliard d'euros, dont près de 900K€ d'aides nationales.

Le contexte actuel de crises, que ce soit géopolitique, sanitaire ou climatique, explique en partie cette activité. La part des aides de crise représente encore 42% des aides nationales (47% en 2022) pour plus de 549 M€. L'année 2023 a également été impactée par le versement d'une aide de distillation de crise avec 210 dossiers traités et un total de 126,46 M€ versés dont 86,68 M€ sur le budget FEAGA.

La mesure Investissement a augmenté de 24,5% en nombre de dossiers tout comme l'aide aux plus démunis qui représente 13% des aides (contre 9% en 2022) pour un montant versé de 121 M€.

• Un visa de la recette important

L'activité du visa porte également sur les titres de recette. En 2023, 1 315 titres UE ont ainsi été visés pour 11,75 M€ dont 43 titres en annulation/réduction d'un montant total de 3,66 M€. Sur la partie nationale 1 018 titres ont été visés dont 607 pour la mesure CERTIVETO pour 1,084 M€ (dont 6 annulations pour - 82 K€) et 406 pour les aides de crise pour 6,94 M€.

• Projets informatiques

L'application VISU, initiée en 2019, qui a pour objectif d'unifier les contrôles opérés par le Visa et de renforcer la dématérialisation, l'harmonisation et la sécurisation des procédures poursuit son déploiement notamment avec la bascule en 2023 des mesures FSE+ et Distillation de crise. En 2024, les mesures Restructuration du vignoble et toutes les mesures suivies dans SIVALNL sont attendues. De même, les autorités de contrôle peuvent désormais bénéficier d'une consultation des dossiers directement dans VISU.

Quant aux cautions, une expression des besoins a été définie afin de poursuivre le développement de DAUPHIN en permettant à terme une consultation à distance des cautions par les bénéficiaires et en déployant le paiement en ligne (projet E-DAUPHIN). Son déploiement est prévu sur 2024.

La mise en œuvre

• L'efficacité

Afin d'absorber cette activité importante tout en continuant de gérer les mesures pérennes du service, les procédures ont évolué que ce soit au sein du service Visa des interventions mais également entre les services de l'Agence comptable et avec les services gestionnaires. Le contrôle hiérarchisé de la dépense a été généralisé à l'ensemble des mesures, l'harmonisation des pratiques a été facilitée par le déploiement de l'outil VISU et le développement de la dématérialisation s'est poursuivi. Un ensemble d'actions qui a permis de maintenir un visa efficient tout en tenant des délais restreints. De même, la polyvalence des agents au sein du service a été poursuivie en 2023 et adaptée au contexte de généralisation du télétravail. Des intérimaires sont également venus appuyer le service pour absorber la forte croissance du nombre de dossiers.

• Les outils de pilotage

Les requêtes informatiques permettent d'obtenir des données relatives :

- aux paiements,
- aux stocks,
- aux refus de prise en charges (typologie, évolution...)
- à la gestion des cautions (entrées, sorties).

Les ajustements comptables sont réalisés mensuellement entre la comptabilité auxiliaire et la comptabilité générale pour l'ensemble de l'activité d'intervention. De même, les comptes de cautions sont vérifiés mensuellement.

• Les outils de performance

Les requêtes informatiques permettent d'obtenir des données relatives au délai de visa ou de paiement.

Certaines applications permettent de mettre en œuvre des plans de contrôle, avec constitution d'un échantillon de dossiers sélectionnés en fonction de critères financiers, juridiques ou géographiques.

• La gouvernance des refus de prise en charge

Des bilans quantitatifs et qualitatifs sont produits chaque trimestre, y compris pour les titres de recette depuis fin 2019, afin d'analyser la typologie des refus de prise en charge et d'identifier des leviers d'action.

Les chiffres-clés 2023

Nombre de dossiers traités : 51 492 dont :

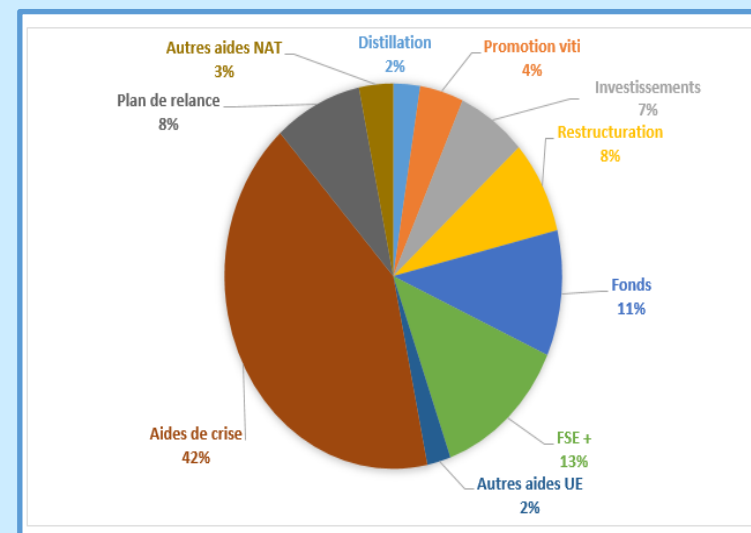
- 16 746 au titre de dispositifs européens (hors dossiers liés aux certificats)
- 34 746 au titre de dispositifs nationaux y compris les mesures cofinancées

Montant des paiements : 1 395,69 M€ dont :

- 527,53 M€ financés par des fonds européens,
- 868,16 M€ financés par des fonds nationaux y compris les mesures cofinancées.

** Ce montant ne comprend pas les montants régularisés en 2023 à la suite de paiements d'avances.*

Répartition par dispositifs d'aides (montants payés)



Autres mesures FEAGA : Programmes scolaires/Apiculture/ Promotion générique

Autres mesures nationales : Génétique animale / Expérimentation / Certiveto / Mesures diverses / MAEI / MEP / COM.

Les aides nationales (hors FSE+, mesures co-financées)

Les dispositifs

• Mesures subventionnées

- Aides de crise* : 17 dispositifs ont été mis en œuvre destinés à soutenir, compenser ou à indemniser les exploitants agricoles ou entreprises ayant subi des pertes économiques liées principalement à la crise sanitaire et au conflit russo ukrainien ;
- Aides aux investissements ;
- Aides à l'expérimentation ;
- Aides à la génétique animale ;
- Plan d'investissement d'avenir ;
- Plan de relance* : 21 dispositifs ont été mis en œuvre dans le cadre du volet agriculture 2020/2022 ;
- Autres aides diverses.

• Mesures hors subvention

- Certiveto-Rémunération vétérinaires ;
- Achat études de données ;
- Communication ;
- Mission internationale et budget d'influence.

*cf. focus pages suivantes

La mise en œuvre

Selon le dispositif et en application de la décision de la directrice générale et/ou de la convention qui l'encadrent, chaque dossier fait l'objet du paiement :

- d'une avance ;
- d'un ou plusieurs acomptes ;
- d'un solde avec éventuellement une régularisation d'avance ;
- d'un paiement unique.

Les demandes de paiement sont transmises, par l'ordonnateur, en mode dématérialisé, à l'exception du dispositif « ZNT » du plan de relance. Les pièces justificatives des dossiers sont consultables, en fonction des dispositifs, soit sur :

- la plateforme d'acquisition de données (PAD) ;
- les téléprocédures dédiées ;
- SIREPA.

Les différents dispositifs ont chacun un compte budgétaire dédié, prévu dans la nomenclature nationale.

L'intégralité des dossiers transmis par l'ordonnateur font l'objet de contrôles de l'Agence comptable dans le respect des règles de la dépense publique et du plan de contrôle hiérarchisé.

Le suivi des refus de prise en charge de l'Agence comptable et de leurs motifs permet d'assurer une très bonne maîtrise des dispositifs.

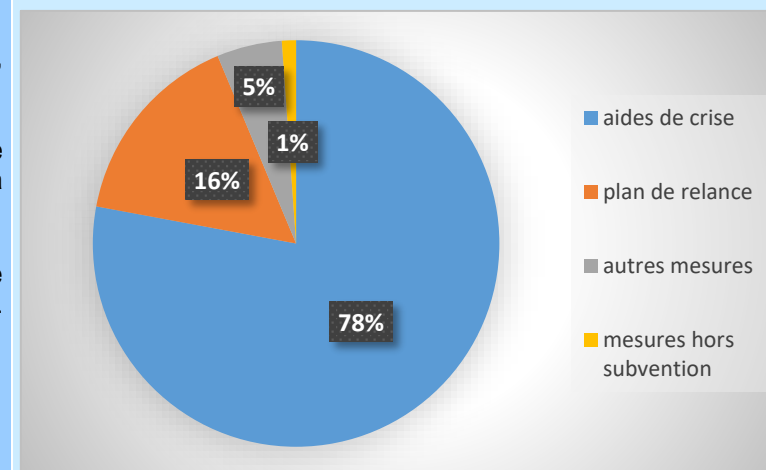
Les chiffres-clés 2023

• Bilan des paiements :

- Nb de dossiers payés : **32 380** dont
 - **24 155** liés aux aides de crises ;
 - **4 206** liés au plan de relance 2020/2022 ;
 - **4 019** liés aux autres mesures nationales.
- Montant total des paiements : **705,08 M€** dont :
 - **549,42 M€** au titre des aides de crise ;
 - **111,20 M€** au titre des mesures du plan de relance ;
 - **44,46 M€** au titre des autres mesures nationales.

- **Délai moyen du visa** : 83% des dossiers ont été traités en moins de 10 jours.

Répartition par aide en montant (million d'euros)



Autres mesures subventionnées : Plan d'investissement d'avenir / Expérimentation / Génétique animale / Divers

Mesures hors subvention : Certiveto / MAEI / MEP/Communication

Les aides nationales : aides de crise (hors distillation de crise)

Les dispositifs

✚ Mesures liées à la situation de guerre en Ukraine entraînant de fortes perturbations dans l'approvisionnement :

- Aides BIO (93 M€) ;
- Aide Lavande ;
- Aide Fécule ;
- Aides résilience.

✚ Mesures permettant d'indemniser les éleveurs de volailles, de poules pondeuses, de cheptel reproducteur, les entreprises de sélection accoupage et de l'aval de la filière ayant subi des pertes économiques liées aux épizooties d'influenza aviaire :

- Amont ;
- Accouveurs ;
- Aval.

✚ Mesures destinées à compenser les pertes économiques liées aux périodes de gel :

- Aides gel Aval.

La mise en œuvre

L'instruction et les modalités de versement

L'intégralité des mesures sont traitées de façon dématérialisées.

- Les bénéficiaires doivent déposer les dossiers de demandes d'aide, accompagnées des pièces justificatives requises, sur la plateforme d'acquisition de données de FranceAgriMer ;
- Une téléprocédure est mise à disposition des DDTM pour l'instruction des dossiers dont elles ont la charge. La transmission à FranceAgriMer des données s'effectue par lot ;
- Le versement de l'aide est assuré par FranceAgriMer.

L'organisation des contrôles de l'Agence comptable

Conformément au plan de contrôle mis en place, seul un certain pourcentage de dossiers sélectionnés en fonction d'une analyse des risques et des enjeux fait l'objet d'une vérification approfondie sur l'exactitude de la liquidation. La régularité de la dépense et le caractère libératoire ont été contrôlés sur l'ensemble des dossiers.

Les outils informatiques

Les données de la plateforme PAD ou de la téléprocédure font l'objet d'une intégration dans SIVAL NL pour générer les demandes de paiement correspondantes intégrant les données de gestion corrélatives.

Ainsi, la liquidation, l'ordonnancement, et le visa s'effectuent dans SIVAL NL.

La prise en charge comptable et le paiement s'effectuent dans SIREPA.

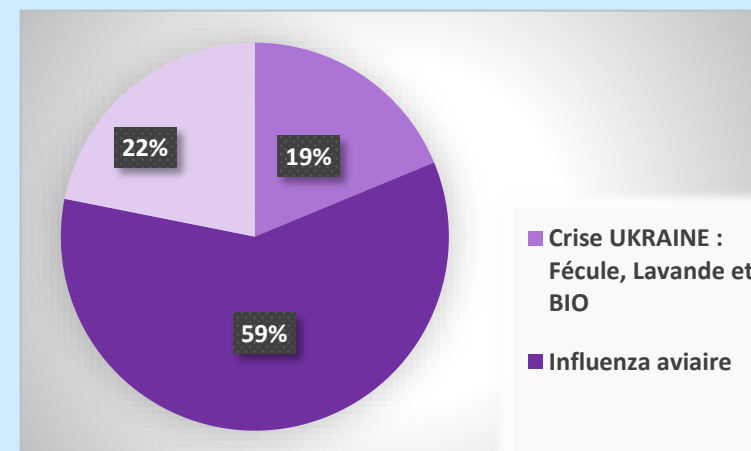
Les chiffres-clés 2023

• Bilan des paiements :

- Nombre de demandes traitées : **24 155**
- Montant total des paiements : **549,42 M€**

- **Délai moyen du visa** : 82% des dossiers d'aides de crise ont été payés en moins de 10 jours.

Répartition par principale mesure (en montant)



*Autres aides :

- FAC Elevage volets B et C,
- Dispositif porc,
- Aide castration porcelet.

Représentant 0,04% du montant total soit 0,23 M€

Les dispositifs

Le volet agricole du plan de relance national 2020/2022 a pour objectif :

- De renforcer la souveraineté alimentaire ;
- D'accélérer la transition agro écologique ;
- D'adapter l'agriculture au changement climatique ;
- D'accélérer le développement d'une pêche et d'une aquaculture durable et innovante.

FranceAgriMer a mis en œuvre 21 dispositifs autour de ces quatre axes :

Souveraineté alimentaire :

- Amont protéines ;
- Variétés protéines ;
- Lutte viroses betteraves ;
- Protéines sursemis – Semences ;
- Plan protéines végétales Aval ;
- Modernisation des abattoirs ;
- Promotion.

Transition agroécologique

- Aide investissement ZNT (pulvérisateurs) ;
- Agro-équipements ;
- Agro-équipements DOM ;
- Plan structuration filières ;
- Plan investissements OP-AOP.

Adaptation de l'agriculture au changement climatique

- Aléas climatiques V1, V2, V3 ;
- Aléas climatiques prairies ;
- Aléas climatiques DOM ;
- Aléas climatiques serres et rénovation vergers ;
- Investissement aléas assurés ;
- Investissement aléas sécheresse.

Pêche et Aquaculture : aides aux investissements

- Aide Guichet Pêche Aqua ;
- AAP Investissement Pêche Aqua ;
- AAP Innovation Pêche Aqua.
- AAP Investissement Halles Pêche Aqua.

France 2030

- Vague 1.

La mise en œuvre

L'instruction et les modalités de versement

Selon le dispositif et en application de la décision de la directrice générale et/ou de la convention qui l'encadrent, chaque dossier fait l'objet, du paiement :

- d'une avance ;
- d'un ou plusieurs acomptes ;
- d'un solde avec éventuellement une régularisation d'avance ;
- d'un paiement unique.

L'intégralité des mesures sont traitées de façon dématérialisées (sauf ZNT) :

- Les bénéficiaires doivent déposer les dossiers de demandes d'aide, accompagnés des pièces justificatives requises, sur la plateforme d'acquisition de données de FranceAgriMer ;
- Le versement de l'aide est assuré par FranceAgriMer.

L'organisation des contrôles de l'agence comptable

Conformément au plan de contrôle mis en place, seul un certain pourcentage de dossiers sélectionnés en fonction d'une analyse des risques et des enjeux fait l'objet d'une vérification approfondie sur l'exactitude de la liquidation. La régularité de la dépense et le caractère libératoire ont été contrôlés sur l'ensemble des dossiers.

Les outils informatiques

Les données de la plateforme PAD ou de la téléprocédure font l'objet d'une intégration dans SIVAL NL pour générer les demandes de paiement correspondantes comportant les données de gestion corrélatives. Ainsi, la liquidation, l'ordonnancement, et le visa s'effectuent dans SIVAL NL. La prise en charge comptable et le paiement s'effectuent dans SIREPA.

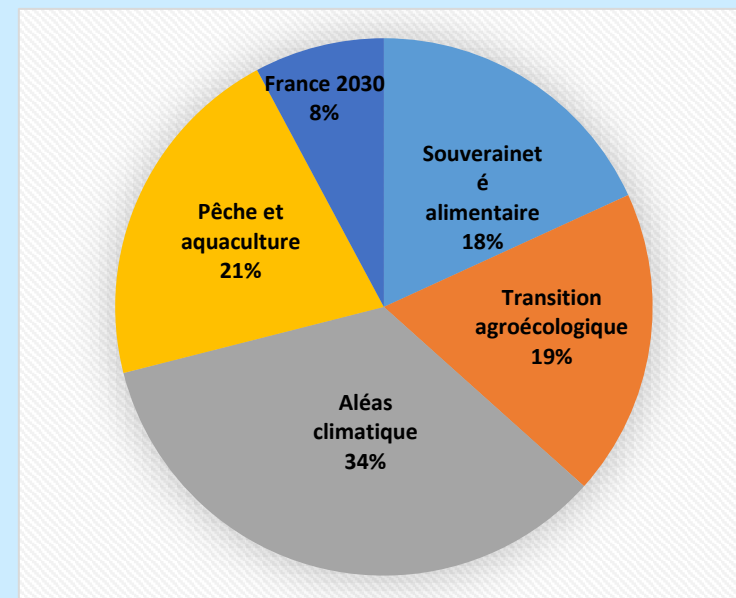
Les chiffres-clés 2023

• Bilan des paiements :

- Nombre de demandes traitées : **4 206**
- Montant total des paiements : **111,20 M€**

- **Délai de paiement du comptable** : 85% des dossiers ont été payés en moins de 10 jours.

Répartition par mesure (en montant) :



Certificats import-export

Le dispositif

Le certificat est un document obligatoire qui doit être produit lors des échanges commerciaux de produits agricoles entre les pays de l'Union européenne et les pays tiers.

Les certificats d'exportation (AGREX) et d'importation (AGRIM) permettent d'effectuer le suivi des quantités de produits agricoles exportées vers les pays tiers et importées sur le territoire de l'Union européenne. Les opérateurs peuvent par ailleurs bénéficier de droits de douane réduits ou nuls dans le cadre des contingents tarifaires d'importation.

La réglementation européenne relative aux certificats d'importation et d'exportation a connu une refonte importante en 2020. Ainsi, tous les règlements sectoriels ont été fusionnés dans deux règlements concernant tous les produits soumis à certificat : le règlement délégué (UE) 2020/760 et le règlement d'exécution (UE) 2020/761.

La mise en œuvre

La réglementation européenne exige la mise en place d'une garantie, sauf exception, avant délivrance d'un certificat. L'Agence comptable est ainsi chargée de la gestion des cautions liées à ces certificats : visa, enregistrement, inventaire, suivi et mainlevée.

Les délais de délivrance des certificats sont extrêmement contraints au vu des nécessités relatives à l'échange de produits périssables.

Les demandes sont déposées 2 fois par semaine par les opérateurs avant 13h, via une application informatique (TCE) ou un dépôt physique. Le certificat **doit être** délivré le jour même, de manière dématérialisée ou physique.

Les demandes de certificats sont accompagnées de la caution bancaire afférente (acte ponctuel, chèque ou virement), à moins que l'opérateur n'ait au préalable transmis une caution permanente sur laquelle plusieurs demandes de certificats pourront être imputées. Ces cautions sont suivies dans l'application métier DAUPHIN.

Un important travail a été entrepris en 2023 pour libérer les cautions gérées sur l'ancienne application métier MCX. Au 31/12/2023, l'ensemble des certificats liés à ces cautions a été régularisé et les mainlevées de celles-ci ont été réalisées, à la seule exception de cautions liées à un litige non soldé à ce jour. Ces cautions sont toujours maintenues dans l'application métier SIVALEX.

La mise en place d'un suivi des titres de pénalités sur les certificats a permis de réduire les écarts d'inventaire sur les cautions chèque.

Les chiffres-clés 2023

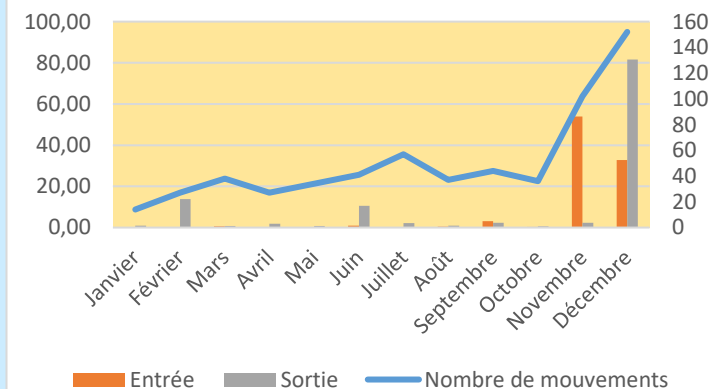
- **Cautions à l'inventaire au 31/12/2023 : 738 cautions** pour un montant de **83 377 706,81 €** (soit 71 cautions en moins par rapport à 2022).

IMPORT EXPORT	Viande	Sucre	Lait	Huile d'olive	F&L	Céréales	TOTAL
Acte G/I	24	16	7	8	45	151	251
CHQ/VIR	12	7	0	4	0	464	487
TOTAL	36	23	7	12	45	615	738

609 mouvements de cautions sur 2023 représentant :

	Entrée	Sortie	Total
Montant (en M€)	92,44	118,22	210,66

Mouvements de caution en 2023



Le dispositif

En 2023 la filière apicole a bénéficié d'aides s'inscrivant dans le cadre d'un programme cofinancé (FEAGA et national), et régi par les règlements (UE) 1308/2013, 1366/2015 (modifié le 02/02/2021) et 2021/166 et la décision n°INTV/SANAEI/2021-88. Ainsi, les Etats membres peuvent établir des programmes nationaux pour une période de 3 ans, en vue d'améliorer les conditions de production et de commercialisation des produits de l'apiculture.

Les objectifs du programme apicole français visent à protéger le cheptel et organiser la filière et la production.

Le programme français comporte des aides collectives :

- assistance technique,
- lutte contre les maladies,
- analyses de miel,
- amélioration de la qualité des produits,
- recherche appliquée.

Et des aides directes individuelles :

- transhumance,
- repeuplement du cheptel.

Les bénéficiaires sont les structures collectives (assistance technique), les organismes à vocation sanitaire animale (lutte contre les maladies), les apiculteurs individuels, les GAEC (transhumance et cheptel) et les organismes spécialisés (recherche).

La mise en œuvre

Le calendrier :

Les exercices budgétaires annuels du programme apicole sont fixés du 16 octobre de chaque année au 15 octobre de l'année suivante (FEAGA). Les actions des programmes apicoles, prévues pour chaque année de la période triennale, doivent être intégralement exécutées avant le 31 juillet de l'année suivante.

En 2023 les paiements correspondent aux actions exécutées du 01/08/2022 au 31/12/2022 afin de terminer cet exercice, la nouvelle programmation étant calculée selon les années civiles.

En 2023, les dossiers sont désormais visés puis transmis pour paiement grâce à l'application VISU. Le plan de contrôle et les fiches correspondantes sont saisis dans l'applicatif.

Depuis 2022, conformément au plan de contrôle mis en place, seul un certain pourcentage de dossiers sélectionnés en fonction d'une analyse des risques et des enjeux fait l'objet d'une vérification approfondie sur l'exactitude de la liquidation. La régularité de la dépense et le caractère libératoire ont été contrôlés sur l'ensemble des dossiers.

L'application BEE APPLI a permis la gestion dématérialisée des mesures d'aides directes. Seuls les actes de gestion ont été transmis à l'Agence comptable. Les pièces justificatives sont déposées sur la plateforme d'acquisition de données et intégrées dans BEE APPLI.

Un suivi régulier des refus de prise en charge de l'Agence comptable et de leurs motifs permet d'assurer une bonne maîtrise du dispositif.

Les chiffres-clés 2023

• Bilan des paiements :

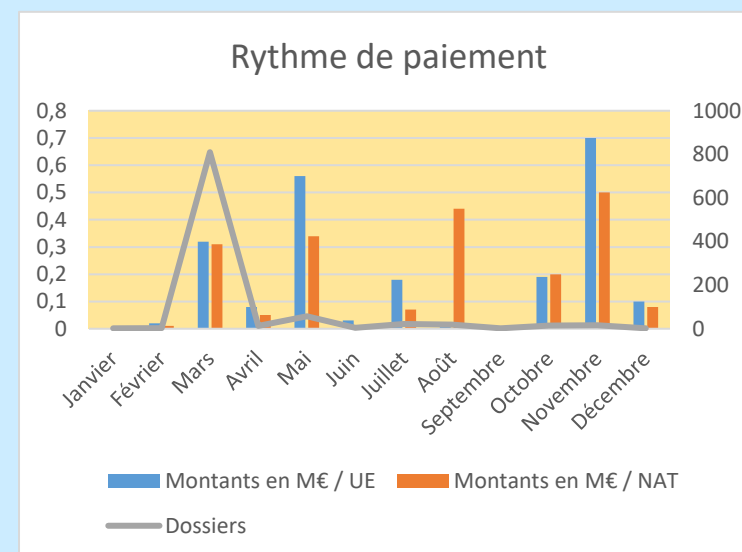
- Nombre de dossiers traités : **966**
- Montant total des paiements : **4,2 M€** répartis entre 2,2 M€ (FEAGA) et 2,0 M€ (NAT)

• Délai moyen du visa : 3 jours

Rythme de paiement

Montant en M€

Dossiers



Le dispositif

La filière fruits et légumes bénéficie d'un soutien financier dans le cadre du FEAGA, dit aide aux fonds opérationnels, régi par le règlement (UE) n° 1308/2013, le règlement (UE) 543/2011 Secteur Fruits et Légumes, les règlements 2017/891 et 2017/892. Ce soutien concerne les dépenses effectuées au titre d'une année civile.

Ces dépenses sont mises en œuvre dans le cadre de programmes opérationnels (PO) qui constituent des projets d'entreprises établis sur 3 à 5 ans, préalablement agréés, et destinés à :

- assurer la programmation de la production et son adaptation à la demande, notamment en quantité et en qualité ;
- concentrer l'offre et mettre sur le marché la production des membres de l'organisation de producteurs ;
- optimiser les coûts de production et régulariser les prix à la production ;
- prévenir et mieux gérer les crises.

Les bénéficiaires de ce dispositif sont les organisations de producteurs (OP) ou des associations d'organisations de producteurs (AOP) reconnues. Les OP ont la possibilité de déléguer une partie ou la totalité de leur programme opérationnel à une AOP.

L'aide financière européenne est plafonnée à 4,1% de la valeur de la production commercialisée (VPC) de chaque OP, ou à 4,6% de la VPC dans le cas où le PO contient des mesures de prévention et gestion des crises (PGC). Le montant qui excède 4,1% de la VPC ne peut être consacré qu'à des mesures de PGC. L'aide est égale à 50% du montant des dépenses réelles effectuées (60% dans certaines conditions). Le calcul de l'aide est défini dans l'arrêté du ministre en charge de l'agriculture en date du 28 mars 2018.

La mise en œuvre

Le calendrier pour un Fonds opérationnel de l'année N est le suivant :

Type de dossier	Date limite de dépôt par l'OP	Date limite de traitement par FranceAgriMer
Demande de PO	30/09/n-1	15/12/n-1
Demande de FO	30/09/n-1	20/01/n (décision d'éligibilité)
Demande de solde	15/02/n+1	15/10/n+1 Si dépassement : pénalités
Demande d'acompte (possibilité)	3 demandes par an maximum entre le 01/04 et le 30/10/n (dans la limite de 80% du FO)	Au fil de l'eau
Demande d'avance (possibilité)	4 demandes par an maximum (dans la limite de 80% du FO) Trim. 1 : 31/01/n Trim. 2 : 30/04/n Trim. 3 : 31/07/n Trim. 4 : 31/10/n	Au fil de l'eau

Conformément à la réglementation, les avances sont cautionnées à hauteur de 110% de l'avance demandée. Pour un PO de 3 ans, 1/3 des OP est contrôlé sur place chaque année avant paiement.

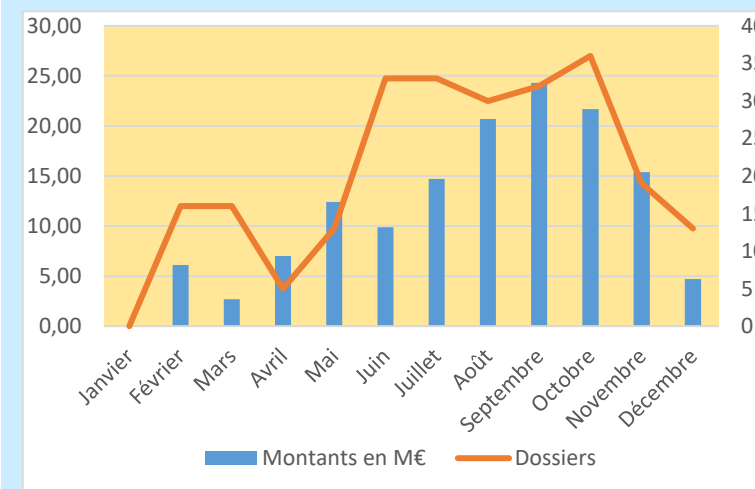
Les chiffres-clés 2023

- **Bilan des paiements :**
 - Nombre de dossiers payés : **246**
 - Montant total des paiements : **139,5 M€**
- **Délai moyen du visa : 5 jours**
- **Cautions d'avances à l'inventaire : 47** cautions pour un montant de **50,43 M€**

Rythme de paiement

Montants en M€

Dossiers



Le dispositif

Le programme « Lait et Fruits à l'école » de l'Union européenne consiste en l'octroi d'une aide pour la distribution de fruits et légumes, de lait et de certains produits laitiers aux élèves dans les établissements scolaires. La distribution des produits peut être effectuée au choix :

- le midi durant le déjeuner (uniquement les produits sous signe officiel de qualité) ;
- au goûter à la sortie des élèves ;
- le matin à l'arrivée des élèves (uniquement pour les collèges REP/REP+ de métropole et les établissements secondaires d'Outre-Mer).

L'objectif du programme est de promouvoir des comportements alimentaires plus sains auprès des élèves et d'enrichir leurs connaissances sur les filières et les produits agricoles et agroalimentaires, en particulier sous signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO).

Les distributions doivent obligatoirement s'accompagner d'au moins une mesure éducative dont l'objectif est notamment d'améliorer les habitudes alimentaires des élèves et leur connaissance des filières et des produits agricoles et agroalimentaires.

Les demandeurs d'aide sont les organismes qui supportent le coût de la restauration collective dans les établissements scolaires c'est-à-dire :

- pour les établissements publics : des collectivités locales, des collèges, des lycées ou d'autres structures qui supportent le coût de la restauration collective ;
- pour les établissements privés : des organismes de gestion.

Pour chaque période de mise en œuvre, les bénéficiaires doivent préciser :

- les produits distribués achetés auprès de fournisseurs référencés ;
- le groupe d'élèves bénéficiaire de la mesure ;
- le lieu, le moment et la fréquence des distributions ;
- l'affichage obligatoire pour l'information des élèves et de leurs parents à l'entrée principale des établissements scolaires et sur les menus de la cantine.

La mise en œuvre

L'enveloppe FEAGA est annualisée et consommée en décaissements entre le 16/10/N et le 15/10/N+1.

Pour cette mesure, l'activité du visa porte sur des dossiers de paiement direct uniquement, les bénéficiaires de la mesure ne bénéficiant pas d'avance.

En 2023, ont été payés les dossiers de paiement du troisième trimestre de l'année scolaire 2021/2022 et des trois trimestres de l'année scolaire 2022/2023.

Ils ont porté pour l'année scolaire 2022/2023, sur :

- la distribution de lait et des fruits et légumes ;
- le financement de mesures éducatives ;
- la réalisation d'études portées par le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire.

Tous les dossiers font l'objet d'un contrôle administratif sur pièces par l'ordonnateur avant paiement.

Les demandes de paiements sont traitées de façon dématérialisée.

Les actes de gestion dématérialisés sont téléchargés par l'Agence comptable dans l'application de visa unifié VISU.

L'ensemble des pièces des dossiers de paiement, permettant le contrôle de l'exactitude de la liquidation, est disponible sur la plateforme d'acquisition des documents.

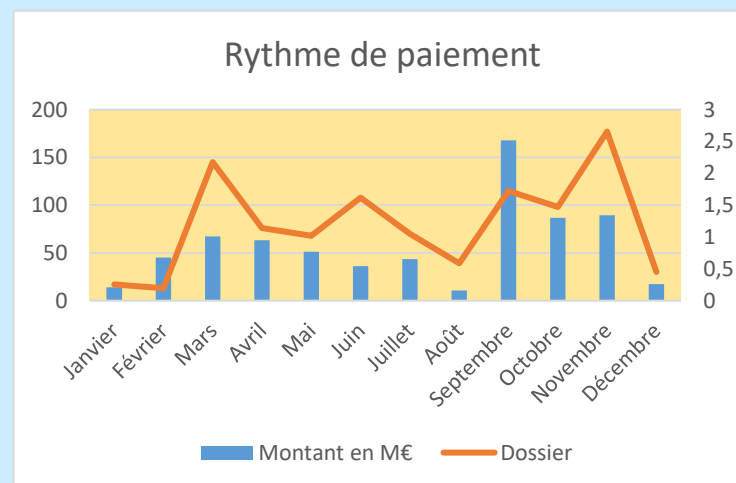
Les chiffres-clés 2023

- **Bilan des paiements :**
 - Nombre de dossiers payés : **956**
 - Montant total des paiements : **10,41 M€**
- **Délai moyen du visa : 2 jours**

Rythme de paiement des dossiers :

Dossiers

Montants en M€



Le dispositif

L'action de l'Union européenne contre la précarité alimentaire était conduite par le FEAD de 2014 à 2020 ; elle se poursuit sur 2021-2027 au travers un objectif spécifique du FSE + consacré à l'aide alimentaire aux plus démunis. Le montant alloué pour la France sur cette période s'élève à 582 M€, complété à hauteur de 10% par des crédits nationaux.

Au niveau national, l'autorité de gestion du fonds est la direction générale de la cohésion sociale (DGCS) du ministère des solidarités et de la santé. FranceAgriMer exerce une double activité de gestionnaire de la mesure (organisme intermédiaire ou OI) et de bénéficiaire de l'aide (au titre des achats de denrées). Les modalités convenues entre l'autorité de gestion et de l'OI sont consignées dans une convention-cadre.

Ainsi, FranceAgriMer a pour mission, notamment :

- la passation des marchés publics d'achat de denrées pour le compte des associations d'aide alimentaire sélectionnées en tant qu'organisations partenaires du FSE+ ;
- le suivi de l'exécution du marché, le contrôle des fournisseurs sélectionnés, ainsi que le paiement des fournisseurs sur attestation de service fait ;
- la réalisation des contrôles sur place auprès des associations d'aide alimentaire pour s'assurer du respect des règles de gestion et de distribution des denrées FSE+ aux bénéficiaires finaux.

Les organisations partenaires sont quatre associations caritatives :

- le Secours Populaire ;
- les Restos du Cœur ;
- la Croix Rouge Française ;
- la Fédération Française des Banques Alimentaires.

La campagne d'Aide aux plus démunis 2023, dont le montant alloué s'élève à 120 M€, porte sur :

- l'achat de denrées alimentaires via des marchés conclus annuellement
- Le financement de frais logistique.

La mise en œuvre

L'Aide aux plus démunis se décline annuellement. Au cours de l'année civile 2023, les paiements effectués portent sur les campagnes 2021, 2022 et 2023.

Les aides prennent la forme :

- d'un achat de denrées par FranceAgriMer dans le cadre d'une procédure de marché public pour des lots de produits définis entre les associations caritatives et la DGCS. Selon les marchés, les denrées peuvent être livrées à un logisticien ou directement aux organisations partenaire ;
- d'un versement aux associations caritatives destiné à couvrir les frais de stockage, de transport et de gestion plafonné à 5% de la valeur des denrées effectivement livrées et payées ;
- de paiement de prestation de stockage et de transport au logisticien.

Chaque cahier des charges, établi dans le cadre des marchés, précise le ou les lots concernés, la durée du marché, le calendrier de livraison et la date limite de fin de livraison. Une avance sur l'achat de denrées peut être versée par lot et par fournisseur. Cette avance est régularisée au fur et à mesure des paiements et n'est pas couverte par une garantie.

Ainsi, pour l'année 2023, l'activité du visa a porté sur des dossiers de paiement de différentes natures :

- des avances pour la campagne 2023 ;
- des régularisations d'avances pour les montants hors taxe des factures. La TVA est toujours réglée et ne peut être comptabilisée dans la régularisation de l'avance ;
- des paiements « directs », après que l'avance ait été entièrement régularisée.

Le visa des demandes de paiements FSE+ est assuré de façon dématérialisée.

Les chiffres-clés 2023

• Bilan des paiements :

- Nombre de dossiers payés : **1823**
- Montant total des paiements : **121,33 M€**

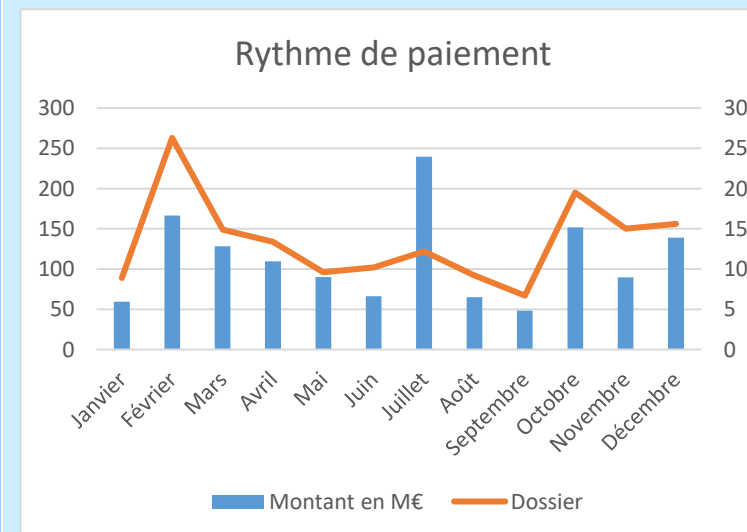
Répartis en :

- **67** avances pour un montant global de **19,66 M€**
- **1 548** dossiers de paiement pour un montant de **115,71 M€**, dont **208** régularisations d'avance pour **14,04 M€**.

Rythme de traitement des dossiers (y compris régul):

Dossiers

Montants en M€



Le dispositif

L'Union européenne peut apporter une contribution financière pour la réalisation d'actions d'information et de promotion sur le marché intérieur et dans les pays tiers pour les produits agricoles et leur mode de production, ainsi que pour certains produits alimentaires à base de produits agricoles.

Cette mesure, en cela qu'elle concerne l'ensemble des produits agricoles, est dite Promotion Générique.

Cette mesure a notamment pour **objectif d'améliorer la compétitivité du secteur agricole européen** par :

- la sensibilisation sur les mérites et les normes élevées de la production agricole européenne ;
- l'amélioration la compétitivité et la consommation des produits agricoles européens ;
- le renforcement de la notoriété des produits agricoles européen tant sur le marché domestique qu'international ;
- l'amélioration de la connaissance et la reconnaissance des systèmes de qualité de l'Union ;
- des gains de parts de marchés des produits agricoles européens, en particulier sur les marchés des pays tiers ayant les potentiels de croissance les plus élevés ;
- la restauration de conditions de marchés normales en cas de perturbations graves de marché, de perte de confiance des consommateurs ou d'autres problèmes spécifiques.

Les opérateurs éligibles sont :

- Les organisations professionnelles ou interprofessionnelles ;
- Les organisations de producteurs ou des associations d'organisations de producteurs ;
- Les organismes agro-alimentaires réalisant une mission d'intérêt public en charge de la promotion de produits agricoles.

La mise en œuvre

L'enveloppe FEAGA est annualisée et consommée en décaissements entre le 16/10/N et le 15/10/N+1.

Chaque dossier peut faire l'objet, selon ce qui est prévu dans la convention qui l'encadre, du paiement :

- d'une avance, dont le versement est conditionné au dépôt d'une caution ;
- d'un ou plusieurs acomptes ou paiements intermédiaires ;
- d'un solde avec éventuellement une régularisation d'avance le cas échéant.

Les différents paiements effectués dans le cadre de la promotion des produits agricoles ont chacun un compte budgétaire dédié, prévu et fixé dans la nomenclature européenne.

Tout dossier de paiement (hors avance) fait l'objet d'un contrôle administratif avant paiement.

L'ensemble des dossiers transmis par l'ordonnateur font l'objet de contrôles de l'Agence comptable.

L'ensemble des demandes de paiements de la mesure Promotion Générique sont traitées de façon dématérialisée.

Le suivi des refus de prise en charge de l'Agence comptable et de leurs motifs permet d'assurer une excellente maîtrise du dispositif

Les chiffres-clés 2023

• Bilan des paiements :

- Nombre de dossiers payés : **31**
- Montant total des paiements : **15,21 M€**

Répartis en :

- **4 avances** pour un montant de **1,72 M€**
- **27 paiements** pour un montant de **13,49 M€.**

S'y ajoutent :

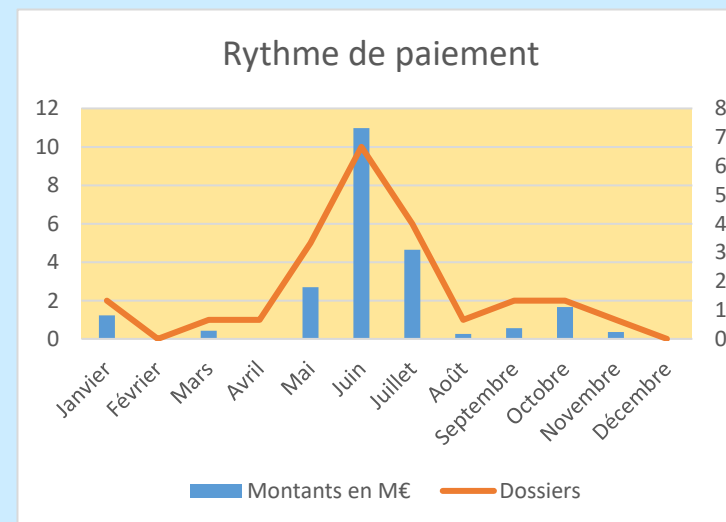
- **4 régularisations d'avance** d'un montant global de **1,34 M€.**
- **4 cautions** visées en 2023

Au 31 décembre 2023, **18 cautions** sont conservées pour la mesure promotion générique. Elles représentent un montant de **7,98 M€.**

Rythme de paiement des dossiers :

Dossiers

Montants en M€



Le dispositif

La France a retenu 4 mesures stratégiques d'aide dans le cadre de l'OCM :

- restructuration et reconversion du vignoble ;
- investissement dans les entreprises ;
- promotion dans les pays tiers et sur le marché intérieur ;
- distillation des sous-produits,
- distillation de crise.

La gestion du potentiel de production viticole

Le dispositif européen de gestion du potentiel de production viticole consiste à délivrer des autorisations de plantation.

Les chiffres-clés 2023

Exercice civil 2023 : 366,50 M€

- Restructuration : **12 260** dossiers ont été payés pour **103,422 M€**
- Distillation des sous-produits : **150** dossiers ont été payés pour un montant de **33,718 M€**.
- Distillation de crise : **150** dossiers ont été payés pour un montant de **86,687 M€**
- Aide aux investissements : **1 978** dossiers ont été payés pour un montant de **87,37 M€** ;
- Pour la Promotion pays tiers : **455** dossiers ont été traités. Le montant des paiements s'élève à **55,31 M€**.

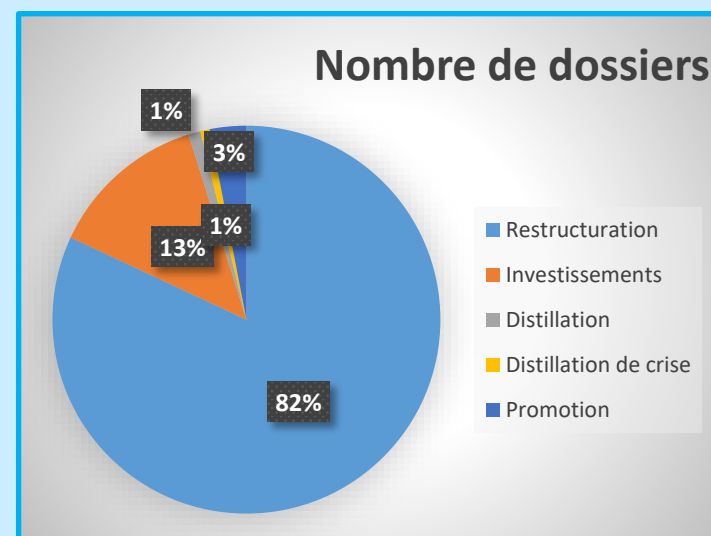
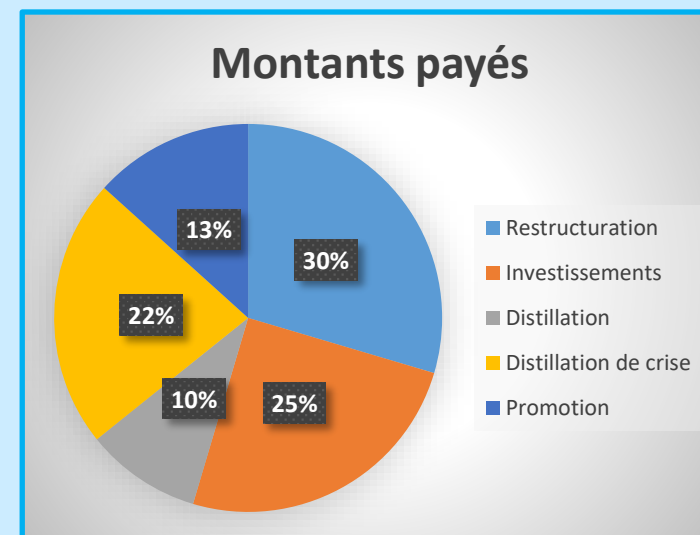
Les délais moyens du visa

- Restructuration du vignoble : 1 jour ;
- Distillation des sous-produits : 1 jour ;
- Distillation de crise : 1 jour
- Aide aux investissements : 2 jours ;
- Promotion : 17 jours.

Exercice FEAGA 2022/2023

- Le montant fixé à la France s'élève à 269,63 M€.

Répartition par mesures



Les aides européennes pour le secteur vitivinicole : la restructuration du vignoble

Le dispositif

Ces aides visent à permettre aux viticulteurs de développer la compétitivité de leurs exploitations viticoles et d'adapter leur production aux évolutions du marché.

Les bénéficiaires sont les exploitants qui souhaitent restructurer leurs vignobles : en opérant une reconversion variétale, en réimplantant tout ou partie de leurs vignobles ou en améliorant les techniques de gestion de leurs vignobles.

L'arrêté annuel correspondant à la campagne de restructuration détermine les modalités de présentation des demandes d'aide. Celles-ci diffèrent en fonction des particularités de chaque bassin viticole.

Le montant varie selon l'action éligible réalisée. Il peut consister en une participation aux coûts d'adaptation de l'appareil de production mais aussi en une indemnisation pour perte de recettes.

La mise en œuvre

Les démarches en vue de l'obtention de l'aide pour cette mesure sont à réaliser sous la forme d'un dossier unique.

Cette déclaration unique regroupe la demande d'aide à la restructuration individuelle (DUI) ainsi que celle de la restructuration collective (DUC).

- **Dossier Unique Individuel (DUI)** : des avances peuvent être demandées si elles sont assorties d'une garantie, le taux de cautionnement est de 105% ;

- **Dossier Unique Collectif (DUC)** :

Concernant les plans collectifs (PCR), un nouveau plan a été ouvert à partir de la campagne 2022-2023 pour 3 années, le taux de cautionnement est de 105% du montant individuel d'avance. Contrairement aux précédents plans, il n'est validé que pour une campagne de plantation.

Le dossier unique relatif à la forme collective est déposé auprès de la structure collective régionale désignée pour coordonner le plan.

L'instruction des demandes est effectuée en deux temps par les services territoriaux de FranceAgriMer : avant l'arrachage des vignes, puis après les opérations de restructuration. Les contrôles a priori s'exercent avant arrachage et après la plantation. Des contrôles sont également exercés par la DGDDI.

Conformément au plan de contrôle mis en place, seul un certain pourcentage de dossiers sélectionnés en fonction d'une analyse des risques et des enjeux fait l'objet d'une vérification approfondie sur l'exactitude de la liquidation. La régularité de la dépense et le caractère libératoire ont été contrôlés sur l'ensemble des dossiers.

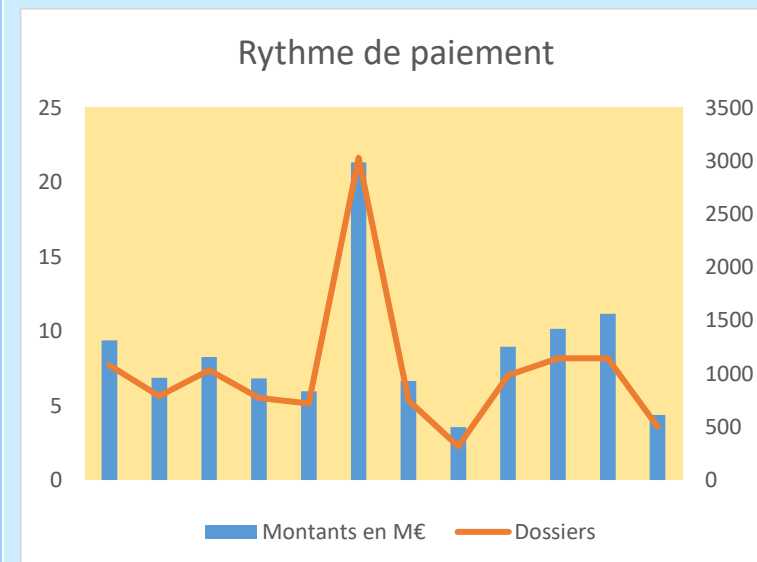
Chiffres clés 2023

- **Bilan des paiements :**
 - Nb de dossiers payés : **12 260**
 - Montants payés : **103,422 M€**
- **Délai moyen du visa : 1 jour**
- **Cautions à l'inventaire (31/12/2023) :**
 - DUI : 21 cautions d'avances (0,169 M€)
 - DUC : 2 986 cautions d'avances (49,642 M€)

Rythme des paiements

Montants en M€

Dossiers



Le dispositif

Les aides à la promotion mises en place dans le cadre de l'OCM vitivinicole visent, dans le cadre d'une consommation responsable, à :

- permettre une meilleure compétitivité des vins français ;
- développer l'image de qualité des cépages et des appellations d'origine.

La mesure relative à la promotion des vins de l'Union prévoit l'accompagnement financier des opérations d'information des consommateurs en ce qui concerne notamment la qualité spécifique, la réputation et autres caractéristiques des vins en raison de leur environnement géographique particulier ou de leur origine.

Les bénéficiaires admissibles doivent être régulièrement installés sur le territoire national et sont soit :

- des entreprises privées exerçant dans le secteur vitivinicole ;
- des organisations professionnelles et des interprofessions représentatives du secteur vitivinicole ;
- des structures collectives regroupant des bénéficiaires éligibles.

Les actions éligibles sont différentes selon qu'elles sont réalisées au sein du marché intérieur de l'Union ou dans des pays tiers :

⇒ Cinq types d'actions éligibles en pays tiers :

- des actions de relations publiques, de promotion ou de publicité soulignant les avantages des produits européens (qualité, sécurité alimentaire ou respect de l'environnement) ;
- la participation à des manifestations, foires ou expositions d'envergure internationale ;
- des campagnes d'information, notamment sur les régimes communautaires relatifs aux appellations d'origine, aux indications géographiques et à la production biologique ;
- des études de marchés nouveaux, nécessaires à l'élargissement des débouchés ;
- des études d'évaluation des résultats des actions d'information et de promotion.

⇒ Sur le marché intérieur, seules sont éligibles les actions d'information des consommateurs concernant les systèmes d'appellations d'origine et d'indications géographiques dans l'Union et la consommation responsable de vin et les risques associés à la consommation d'alcool.

La mise en œuvre

L'enveloppe FEAGA est annualisée et consommée en décaissements entre le 16/10/N et le 15/10/N+1.

Pour l'année 2023, l'activité du visa a porté sur des dossiers de paiement de différentes natures :

- des avances relatives aux appels à projet 2021, 2022 et 2023 ;
- de solde des dossiers déposés dans le cadre des appels à projets de la programmation 2014/2018 et 2019/2023 :
 - une régularisation d'avance (totale ou partielle),
 - un paiement complémentaire à la régularisation d'avance quand cette dernière est totale,
 - un paiement direct (sans avance).

Le versement d'une avance est conditionné au dépôt d'une caution d'un montant égal à 105% du montant de l'avance. Ainsi, la caution est d'abord visée à l'Agence comptable pour permettre l'ordonnancement de la demande d'avance.

Tous les dossiers de paiement (hors avance) font l'objet d'un contrôle administratif avant paiement par l'Ordonnateur.

L'ensemble des dossiers transmis par l'Ordonnateur font l'objet d'un contrôle approfondi de l'Agence comptable.

Le suivi des refus de prise en charge de l'Agence comptable et de leurs motifs au cours de rencontres régulières permet d'assurer une excellente maîtrise du dispositif.

Les chiffres-clés 2023

Bilan des paiements :

- Nb de dossiers payés : **455**
- Montants payés : **55,31 M€**

Répartis en :

- 36 avances pour un montant global de **19,28 M€**,
- 419 paiements de solde pour un montant de **36,03 M€**,

S'y ajoutent :

- **186** régularisations d'avance représentant un montant de **27,64 M€**. Il peut y avoir une régularisation d'avance et un paiement de solde dans un même dossier.
- **38** cautions visées en 2023

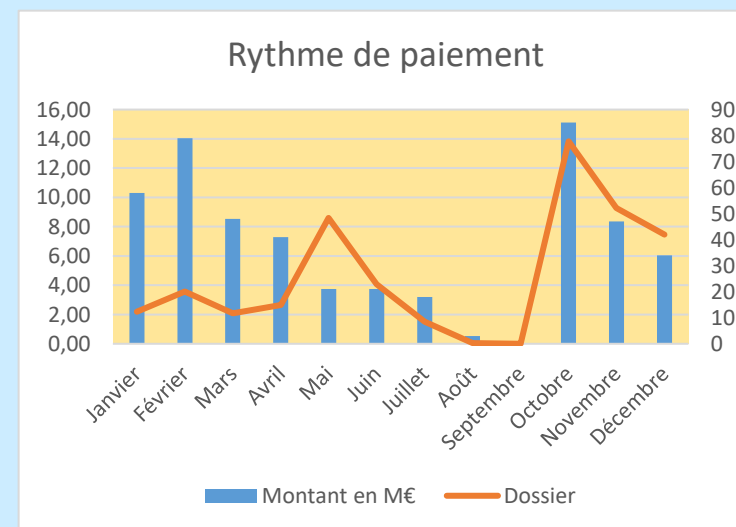
Au 31 décembre 2023, **240** cautions sont conservées pour la mesure. Elles représentent un montant de **86,32 M€**.

Délai moyen de visa : 17 jours

Rythme des paiements (régularisations non comprises):

Montants en M€

Dossiers



Le dispositif

Cette aide est destinée à encourager la modernisation des installations et l'amélioration de la performance globale de l'entreprise par, notamment, la production ou commercialisation des vins ou l'élaboration de nouveaux produits ou technologies.

Les bénéficiaires concernés sont des entreprises exerçant une activité dans le secteur des vins.

Le taux d'aide est défini en fonction de la taille de l'entreprise :

- PME : 30% des dépenses éligibles ;
- entreprises intermédiaires 15% ;
- grandes entreprises 7,5%.

Les actions éligibles sont les suivantes :

- construction, acquisition et rénovation de biens immeubles ;
- achat de matériels et d'équipements neufs, y compris les logiciels ;
- frais généraux liés aux actions ci-dessus ;
- coûts liés à l'élaboration de nouveaux produits, processus et technologies.

Le programme est mis en œuvre via un appel à projet annuel. Les modalités du dispositif ont, par conséquent, pu évoluer au cours de la période.

La télé-déclaration est obligatoire via le portail des télé-services de FranceAgriMer. Un accusé de réception du dépôt de la demande d'aide est envoyé en retour par courriel à chaque demandeur.

Depuis 2017, l'avance prévue dans le cadre du dispositif ouvert en 2014 est devenue optionnelle et est cautionnée à 105%.

La mise en œuvre

Les dossiers sont déposés via le portail des télé-services et instruits au sein des services territoriaux de FranceAgriMer avant d'être supervisés par l'unité gestionnaire au siège.

Au cours de l'année FEAGA 2022-2023 ont coexisté des dossiers de paiement de différentes natures :

- dossiers de solde avec régularisation d'avance ;
- dossiers de paiements dits « directs » (sans avance) ;
- dossiers d'avances.

Tout dossier de paiement (hors avance) fait l'objet d'un contrôle sur place *avant paiement*.

Toute demande d'avance doit être assortie d'une caution bancaire. La gestion de ces cautions est réalisée dans l'application métier DAUPHIN.

Tous les dossiers transmis par l'ordonnateur font l'objet d'un contrôle de l'Agence comptable.

Depuis 2022, les dossiers sont traités de façon dématérialisée via l'application VISU.

Le suivi des avances non soldées en collaboration avec l'ordonnateur est réalisé au moins une fois par trimestre. Le suivi des titres permet entre autre d'alimenter ce suivi.

Les chiffres-clés 2023

Bilan des paiements :

- Nb de dossiers payés : **1 978**
- Montants payés : **81,07 M€**

Répartis en :

- **75** avances pour un montant global de **9,18 M€**
- **1 634** paiements directs pour un montant de **71,89 M€**
- **269** dossiers de régularisation pour **6,29 M€**

Délai moyen du visa : 2 jours

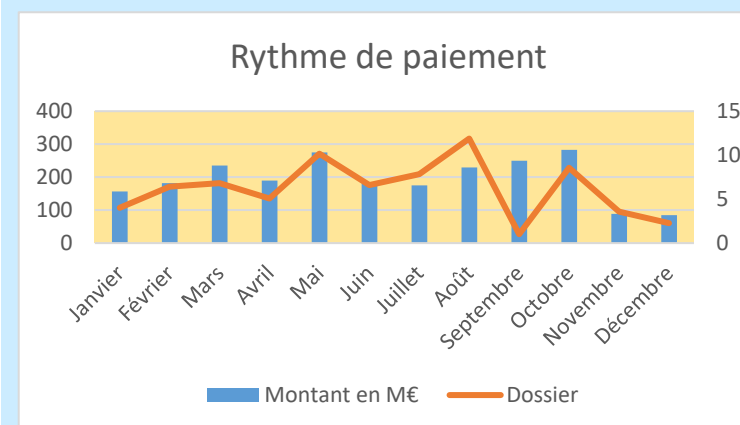
Au 31 décembre 2023, **522** cautions sont conservées pour la mesure. Elles représentent un montant de **97,71 M€** réparties de la façon suivante:

INV VITI	Nombre	Montant
ACTE	520	93 700 981,13
BONNE EXECUTION	1	14 224,28
CHEQUE	1	4 288,02
VIREMENT	0	0,00
TOTAL	522	93 719 493,43

125 cautions ont été validées en 2023 représentant **15,57 M€**.

Rythme de paiement des dossiers :

Dossier Montants



Le dispositif

L'OCM pour le secteur viticole autorise les États membres à mettre en place un régime de soutien pour la distillation des sous-produits de la vinification. Cet instrument contribue à garantir la qualité du vin tout en préservant l'environnement.

Le soutien consiste en une aide à la collecte des sous-produits et à la transformation en alcool pour le distillateur. Ces aides portent sur des alcools destinés au marché de l'énergie ou de l'industrie.

La distillation des sous-produits prévoit l'obligation pour les producteurs de livrer à une distillerie agréée la totalité des sous-produits de la vinification (marcs et lies).

Dispositif complémentaire

L'impact du conflit en Ukraine a contraint l'Etat français à mettre en œuvre l'aide **distillation de crise**, dispositif prévu par l'OCM pour le secteur viticole.

Plusieurs phases et plusieurs budgets dont un national ont été mis en œuvre en 2023.

La procédure de paiement en faveur de la distillation en cas de crise prévue à l'article 2 du règlement (UE) 2023/1225 est ouverte pour un budget de 80 M€, 10 M€ sur l'enveloppe FEAGA 2022 et 70 M€ sur l'enveloppe FEAGA 2023

Un budget complémentaire sur la réserve de Crise UE règlement (UE) 2023/1465 a été ouvert pour 40 M€, payable jusqu'en 2024.

Enfin, un budget national de 80 M€, dont une partie payée en 2023 au titre d'avance non garantie pour un budget de 40 M€. Le solde de 40 M€ sera versé en 2024, en accord avec l'article 216 du R(UE) 1308/2013.

La mise en œuvre

• La distillation

La distillation débute à compter du 1^{er} août de la campagne et doit être réalisée avant le 30 juin de l'année suivante.

Les demandes d'aide sont instruites, ordonnancées et visées à la délégation nationale de Libourne. Tout dossier de paiement direct fait l'objet de contrôles sur place a priori.

Les distillateurs peuvent bénéficier d'avances sur l'aide, en présentant une ou plusieurs demandes d'avance pour une même campagne, accompagnée d'une garantie bancaire représentant 105% du montant de l'avance. Le montant de l'avance demandée est calculé sur la base de 80% du tarif de l'aide.

La totalité du montant de l'enveloppe allouée par le FEAGA pour cette mesure doit être consommée entre le 16/10/N-1 et le 15/10/N.

Conformément au plan de contrôle mis en place, seul un certain pourcentage de dossiers sélectionnés en fonction d'une analyse des risques et des enjeux fait l'objet d'une vérification approfondie sur l'exactitude de la liquidation. La régularité de la dépense et le caractère libératoire ont été contrôlés sur l'ensemble des dossiers.

Un suivi régulier des refus de prise en charge et de leurs motifs partagé au cours de rencontres périodiques avec le gestionnaire permet d'assurer une excellente maîtrise du dispositif.

• La distillation de crise

Les producteurs qui souhaitent bénéficier de l'aide distillation de crise souscrivent auprès d'un distillateur certifié un engagement de distillation. La délégation nationale de Libourne est chargée d'instruire, d'ordonnancer et d'effectuer le visa de l'aide.

L'aide est versée pour une distillation obtenue avec un titre alcoométrique d'au-moins 92%, destinée à des fins industrielles, ou énergétiques.

Il n'y a pas de cautionnement pour ces aides.

Les chiffres-clés

• Bilan des paiements :

❖ Distillation des sous-produits

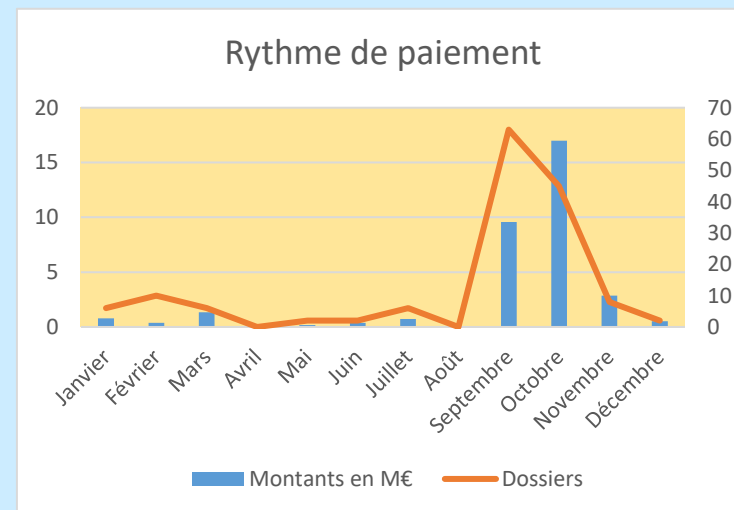
- Nombre de dossiers payés : **150**
- Montants payés : **33,718 M€**
- Délai moyen du visa : **1 jour**

Au 31 décembre 2023, **26** cautions sont conservées pour la mesure. Elles représentent **17,493 M€**.

Rythme de paiement du dispositif Distillation des sous-produits

Montants en M€

Dossiers



❖ Distillation de crise :

- Budget FEAGA : **150** dossiers payés pour **86,687 M€**
- Budget national : **60** dossiers payés pour **39,774 M€**
- Délai moyen du visa : **1 jour**

Le dispositif

Principales mesures :

- Secteur vitivinicole
- Fonds opérationnels
- Promotion générique

OBJECTIFS :

- Une vision globale des dépenses FEAGA
- Assurer la comparabilité des comptes
- Précautions de l'interprétation du fait de l'exercice FEAGA (16/10 au 15/10)

La mise en œuvre

Des dépenses réalisées du 01/01/2023 au 31/12/2023 pour 537,54 M€, contre 510,14 M€ en 2022.

Les mesures essentielles :

1) Secteur vitivinicole

l'enveloppe est stable chaque année et consommée à 99,99% sur l'exercice FEAGA. Le montant décaissé en 2023 en année civile est de **358,31 M€** contre **268,93 M€** en 2022, soit une augmentation de **89,38 M€**. Cette augmentation est due essentiellement à la mesure Distillation de crise (81 M€).

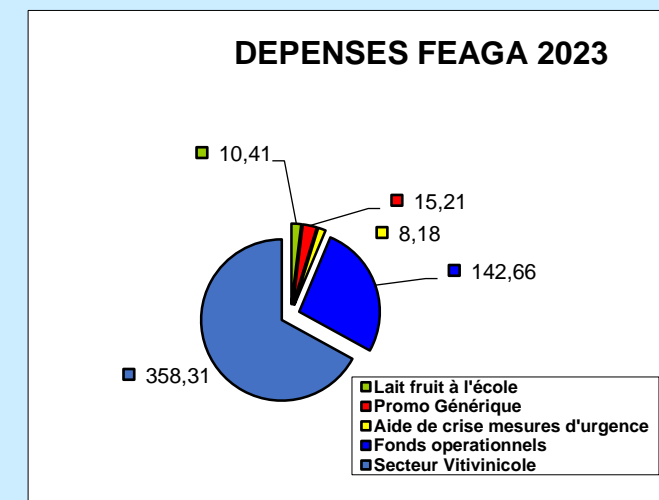
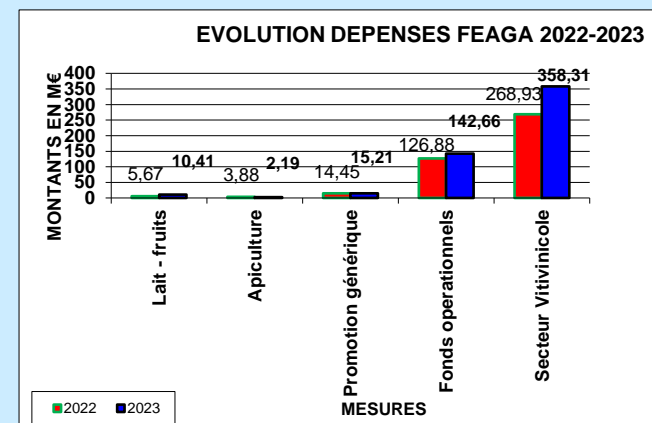
2) Fonds opérationnels

- Une mesure stable reconduite chaque année
- **142,66 M€ en 2023** pour **126,88 M€** en 2022, une augmentation de 15,78 M€

3) Promotion générique

- Une mesure stable
- **15,21 M€** en 2023 pour **14,45 M€** en 2022.

Les chiffres-clés 2023



Le dispositif

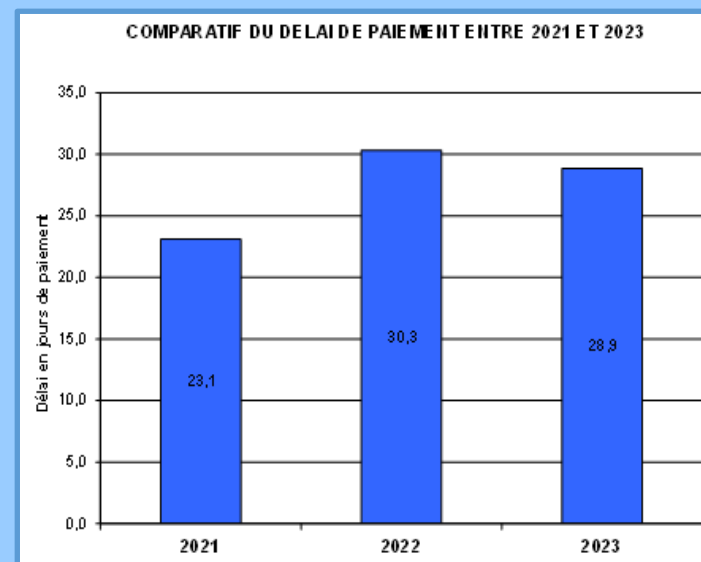
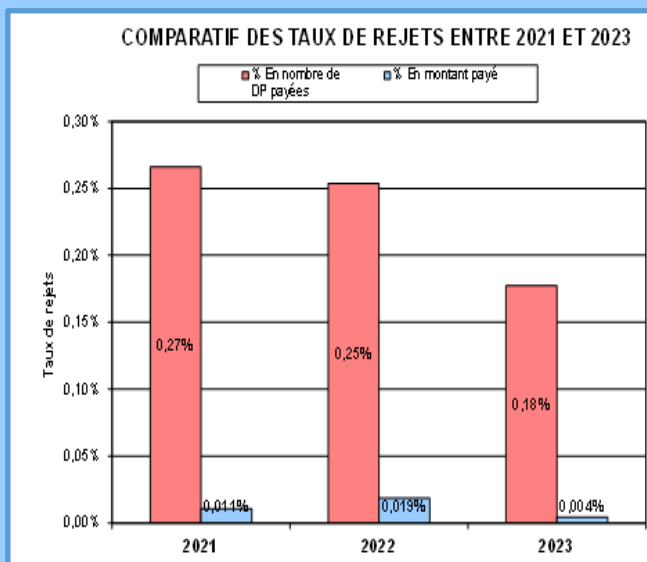
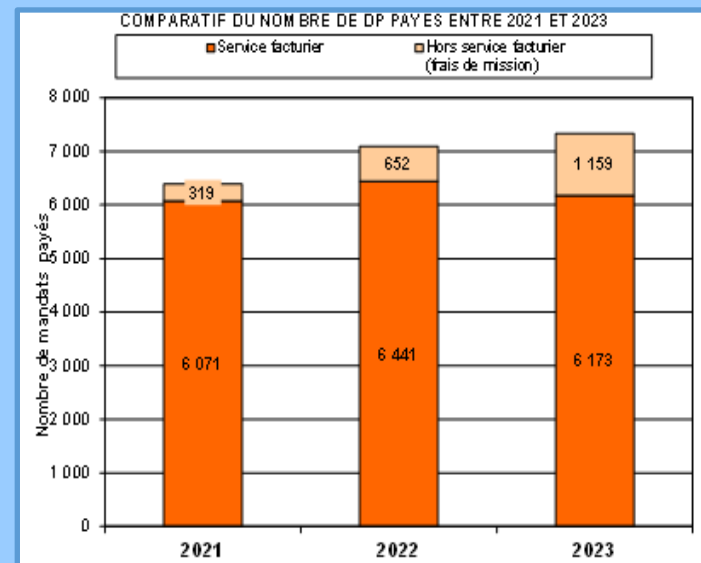
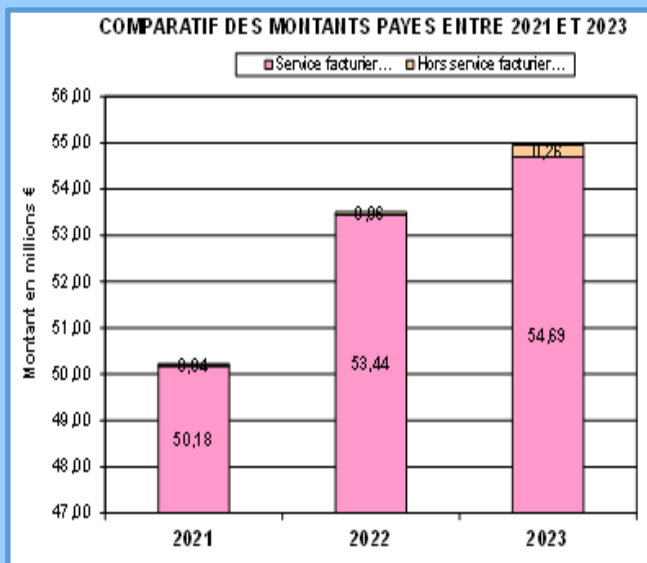
Le volume des dossiers pris en charge par le service facturier continue d'augmenter avec la prise en charge des factures CERTIVETO et SPE depuis 2021 :

- en montant 50.22 (50.18 + 0.04) millions € payé en 2021, 53.50 (53.44 + 0.06) millions € payé en 2022 et 54.97 (54.71 + 0.26) millions € payé en 2023
- en nombre 6 390 (6 071 + 319) DP en 2021, 7 093 (6 441 + 652) en 2022, 7 332 (6 173 + 1 159) en 2023.

Le taux de rejets en nombre et en montant continue de diminuer :

- en nombre, 0.27% en 2021, 0.25% en 2022, 0.18% en 2023
- en montant, 0.011% en 2021, 0.019% en 2022, 0.004% en 2023

Après une petite hausse en 2022, le Délai Global de Paiement des factures subit une petite baisse en 2023 (28.9 jours en 2023 contre 30.3 jours en 2022 et 23.1 en 2021),



Le dispositif

Depuis janvier 2017, le paramétrage de Chorus Pro est réalisé par le service facturier (Gestionnaire principal du compte Chorus FranceAgriMer).

Le portail Chorus FranceAgriMer compte environ 15 utilisateurs (essentiellement de l'Agence Comptable : le service facturier, le service recouvrement et le service Visas des aides).

Le raccordement automatique entre Chorus Pro et Sirepa via GFI-CAB (Chorus Application Bus) est effectif depuis le 02/03/2018.

Depuis cette date, les factures déposées dans Chorus Pro par les opérateurs sont injectées dans Sirepa à partir de cet outil par le SFACT et ne sont plus ressaisies. Néanmoins, des corrections sont effectuées sur certains brouillons de factures Chorus dans Sirepa avant leur intégration définitive.

Le volume de factures déposées dans Chorus Pro continue d'augmenter, nous nous orientons vers une extinction progressive des factures papier :

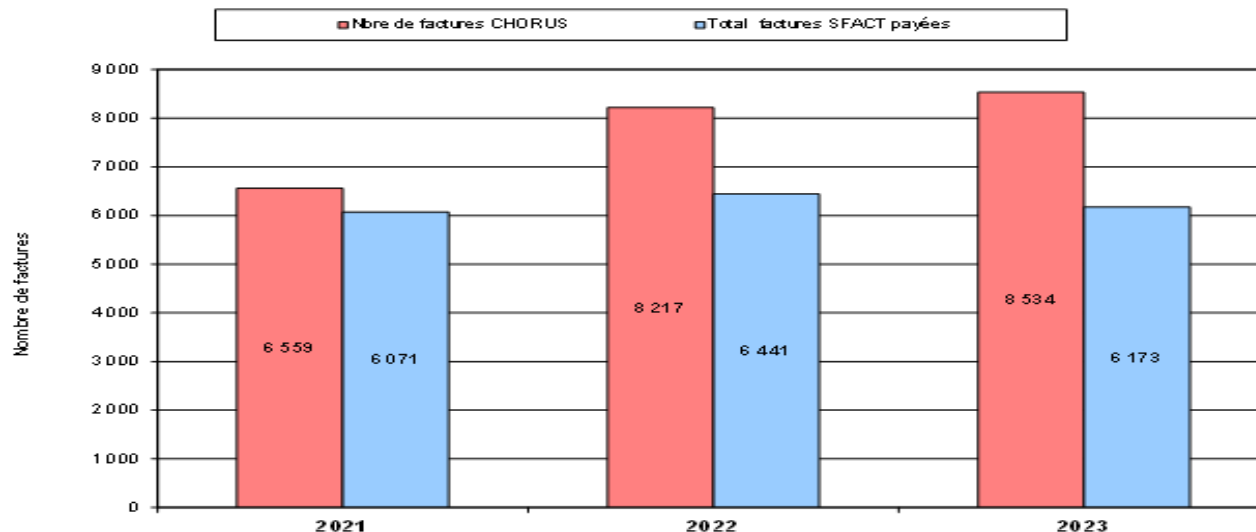
- 6 559 sur 6 071 payées en 2021 (soit 108.04%)
- 8 217 sur 6 441 payées en 2022 (soit 127.57%)
- 8 534 sur 6 173 payées en 2023 (soit 138.25%)

La remontée du statut des factures vers Chorus s'améliore également:

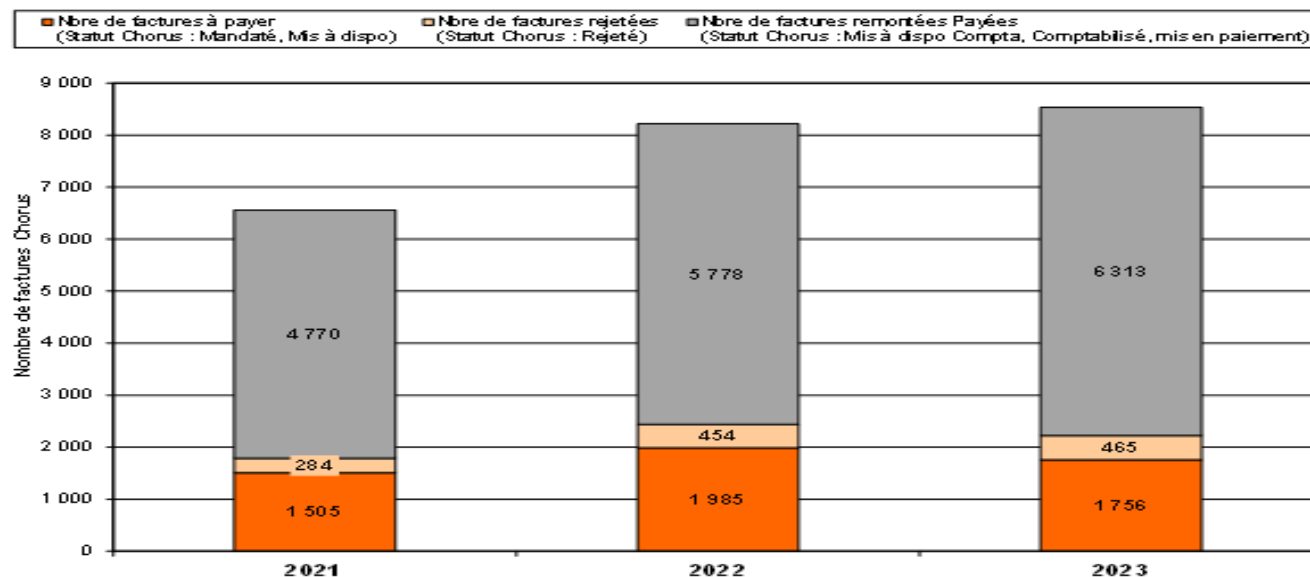
- 1505 en 2021, et 1985 en 202 et 1756 en 2023 au statut « En cours de traitement»
- 284 en 2021, 454 en 2021 et 465 en 2023 au statut « Rejeté »

4770 en 2021, 5778 en 2022 et 6313 en 2023 au statut « Payé »

COMPARATIF VOLUME DE FACTURES CHORUS/SFACT ENTRE 2021 ET 2023



COMPARATIF DE REMONTEE STATUT DE FACTURES CHORUS ENTRE 2021 ET 2023



Le processus paye en 2023

Le dispositif

- Réalisation des différents contrôles au cours du processus paye.
- Application de la RIFSEEP (Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel)
- Analyse des anomalies
- Bilan annuel lors de la gouvernance des refus de prise en charge.
- Gestion des opérations de règlement et tenue de la comptabilité

La mise en œuvre

- Une complexité du visa de la paye sur FranceAgriMer dû aux différents statuts
- 660 éléments variables tous les mois en moyenne.
- Mise en œuvre du plan de contrôle et traçabilité des vérifications
- Application et veille réglementaire
- Mise à jour de la fiche PCA (Plan de continuité d'activité)
- Application de :
 - l'indemnité forfaitaire de télétravail (Arrêté du 26/08/2021)
 - 100% des agents concernés
 - la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle (Décret n°2023-702)
 - 29,61% des agents concernés
 - la participation employeur de la mutuelle (Décret 2021-1164)
 - 50,61% des agents concernés

Les chiffres-clés 2023

MONTANT

Montant annuel décaissé (salaires + charges sociales) : 79,70 M€
(Source SIREPA)

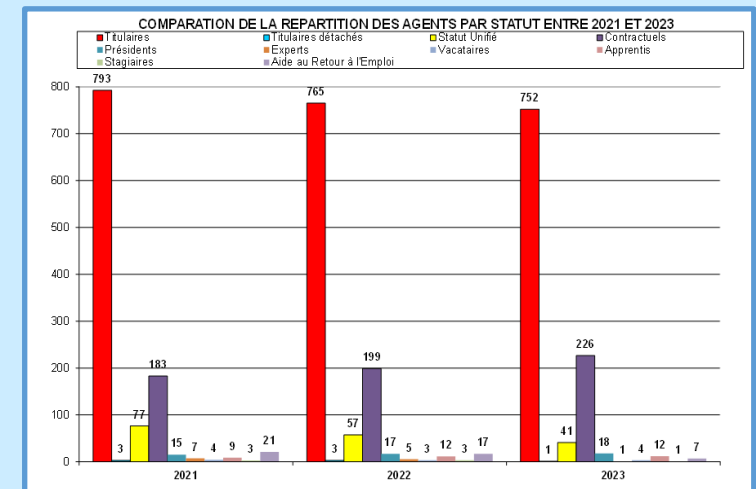
RÉPARTITION DES AGENTS PAR STATUT*

Nombre moyen de bulletins : 1 063 (en diminution de 19 bulletins par rapport à 2022) :

- | | |
|-------------------------------|---------------------------------|
| • Fonctionnaires : 752 | • Experts : 1 |
| • Fonctionnaires détachés : 1 | • Vacataires : 4 |
| • Statut Unifié : 41 | • Apprentis : 12 |
| • Contractuels : 226 | • Stagiaires : 1 |
| • Présidents : 18 | • Aide au retour à l'emploi : 7 |

(Source SIREPA)

Baisse des agents en ARE (Aide de Retour à Emploi), 17 en 2022 contre 7 en 2023, car une convention a été signée entre FranceAgriMer et Pôle emploi pour la prise en charge du traitement de cette indemnité conformément à l'article L. 5424-2 du code du travail à compter du 01/06/2023.



Faits concernant les processus comptables et financiers

Le dispositif

Les principes suivants ont été définis pour la gestion active du suivi de la trésorerie (nationale et européenne) :

- FranceAgriMer s'est engagé à laisser l'essentiel de sa trésorerie disponible au Trésor public ;
- FranceAgriMer utilise des banques privées pour l'exécution de ses règlements et de ses encaissements pour les interventions ; cette utilisation limitée fait l'objet d'une autorisation par la Direction du Budget.
- La trésorerie nationale et la trésorerie européenne ne sont pas fongibles. L'indicateur « out/in » mesure le taux des dépôts dans les banques privées par rapport à la trésorerie de l'établissement ;
- Il n'y a pas de fongibilité entre les trésoreries FranceAgriMer, Programme Investissements d'Avenir (PIA) et autres comptes de tiers.

La mise en œuvre

Depuis 2011, l'Agence comptable réalise des prévisions de dépenses et recettes par nature. L'Agent comptable présente au comité de direction les prévisions de trésorerie.

Ce tableau permet également de présenter les dépenses prévues et réalisées lors des échanges avec le MASA.

TRÉSORERIE OUT / IN NATIONAL

- Moyenne trésorerie **OUT** : **0,13%** en **2023** et **0,14 %** en **2022**.
- La trésorerie **OUT** représente **0,32 %** de la trésorerie **IN** en **2023** et **0,02 %** en **2022**.
- **865,99 M€** solde de trésorerie au **31/12/2023** dont : **25,90 M€** de PIA et **472,69 M€** pour le compte de tiers.

TRÉSORERIE OUT / IN EUROPÉENNE

- Moyenne trésorerie **OUT** : **1,95 %** en **2023** et **6,02%** en **2022**
- La trésorerie **OUT** représente **0,30 %** de la trésorerie **IN** en **2023** et **1,16 %** en **2022**

✚ Un solde de trésorerie au **31/12/2023** de **20,90 M€**.

La maîtrise des dépôts auprès des banques privées a été particulièrement assurée.

Les chiffres-clés 2023

DÉCAISSEMENT 2023 NATIONAL (HORS PIA)

- **1 022,98 M€** de réalisations pour **1 022 M€** de prévisions initiales

ENCAISSEMENT 2023 NATIONAL (HORS PIA)

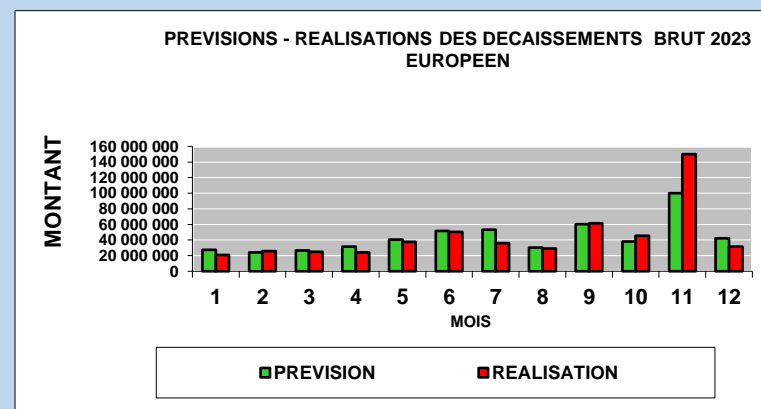
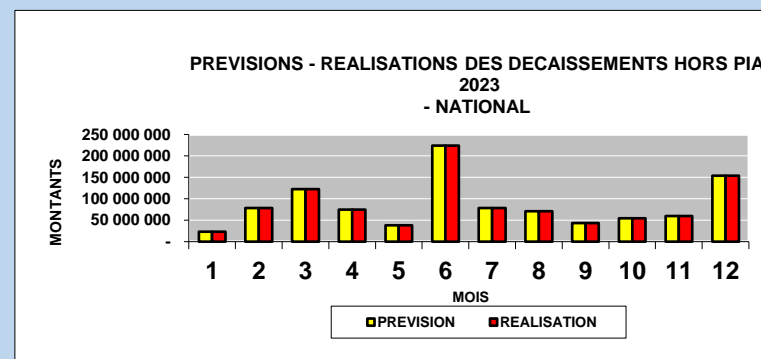
- **1 327,06 M€** de réalisations pour **1 190 M€** de prévisions initiales.

DÉCAISSEMENT 2023 EUROPÉEN

- **537,54 M€** de réalisations pour **526,60 M€** de prévisions

ENCAISSEMENT 2023 EUROPÉEN

- **8,43 M€** de réalisations



Analyse

✚ Encaissements budgétaires

Une diminution des recettes budgétaires entre 2023 et 2021 :

- en 2023 : **439,78 M€**
- en 2022 : **591,00 M€**
- en 2021 : **605,60 M€**

soit un écart de **- 151,21 M€** résultant essentiellement à une diminution des crédits de paiement reçus en compte propre.

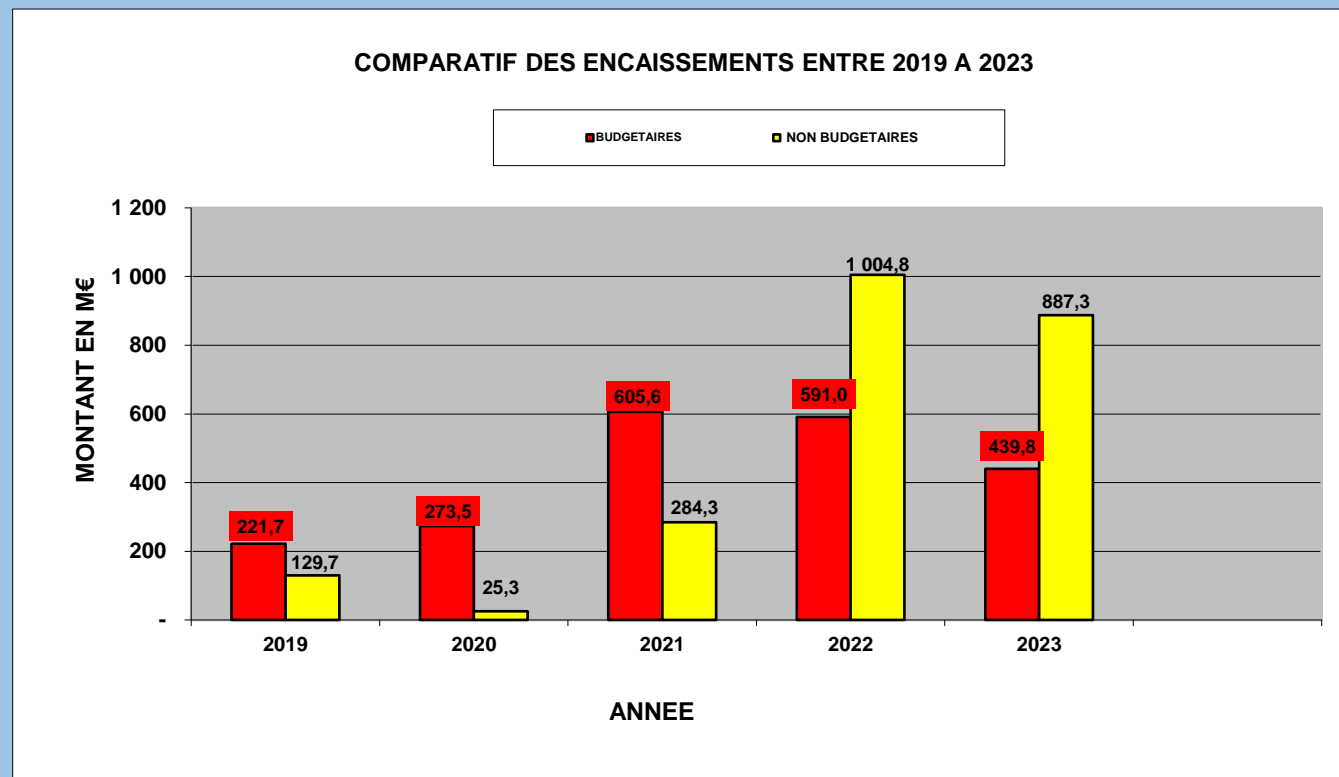
✚ Encaissements non budgétaires

Une diminution entre 2023 et 2021 :

- en 2023 : **887,27M€**
- en 2022 : **1 004,80 M€**
- en 2021 : **284,27 M€**

soit un écart de **-117,52 M€ entre 2023 et 2022** résultant d'une diminution des crédits de paiements pour les aides de crises en compte de tiers. Par ailleurs, FranceAgriMer a eu recours en 2023 à deux nouvelles lignes de trésorerie AFT 100 M€ pour le FSE+ (Fond Européen Plus- FEAD) ainsi que 5 M€ pour le programme FEAMPA.

Les chiffres-clés 2023



Le recouvrement des créances européennes et nationales

Le recouvrement des créances européennes

La situation des titres au 31/12/2023 :

Titres émis sur l'exercice 2023 (année courante) – 1 228 titres:

Prises en charge ⁽¹⁾ : **10 554 041,91 €**

Restes à recouvrer : **2 306 110,07 €**

⇒ Restes passifs : 1 132 789,46 €

⇒ Restes actifs : 1 173 320,61 €

L'exercice 2023 connaît une baisse du nombre de titres pris en charge (-264) par rapport à l'exercice précédent.

Le montant des titres pris en charge a diminué en 2023 (-3 645 K€), essentiellement dû à une très forte baisse des prises en charge d'indus techniques « promotion viticulture » (-4 219 K€), de titres programmes opérationnels (environ – 800 K€) et d'indus en matière d'investissements (- 765 K€), malgré une augmentation des prises en charge des titres d'irrégularités « vini-viticoles » et des titres « autres irrégularités » (pénalités sucre hors-quota) pour des montants respectifs de 1 278 K€ et d'environ 744 K€ (ne concerne qu'un seul titre) en 2023 par rapport à 2022.

A noter qu'un titre de 538 K€ représente à lui seul la moitié du reste passif (contentieux est en cours).

Titres émis antérieurement à l'exercice 2023 (années antérieures) :

Prises en charge ⁽¹⁾ : **62 096 623,89 €**

Restes à recouvrer : **44 737 631,81 €**

⇒ Restes passifs : 42 907 029,48 €

⇒ Restes actifs : 1 830 602,33 €

Les restes à recouvrer ont très largement diminué entre 2022 et 2023 (- 14 600 K€) dû notamment à l'admission en non-valeur TILLY pour environ 13 900 K€.

Le recouvrement des créances nationales

Titres émis sur l'exercice 2023 ⁽²⁾ (année courante) – 3069 titres:

Prises en charge ⁽¹⁾ : **32 018 323,30 €**

Restes à recouvrer * : **5 913 870,44 €**

⇒ Restes passifs : 759 141,98 €

⇒ Restes actifs : 5 154 728,46 €

Il est à noter une augmentation de 306 titres par rapport à 2022. Le montant des prises en charge (hors apurements et subventions) est sensiblement le même qu'en 2022 (le montant des prises en charge 2022 était de 47 024 K€, dont environ 17 000 K€ d'apurements).

Parmi les restes actifs, environ 2 600 K€ ont été pris en charge sur les 2 derniers mois de l'année 2023 ; et environ 1 500 K€ sont des titres de subventions non soldés au 31/12/2023 (pris en charge le 29/12/2023).

Les restes passifs de l'exercice 2023 correspondent principalement aux demandes de suspension de recouvrement pour les titres « H5N1/H5N8 ». Les restes actifs ont diminué de 657 K€ par rapport à 2022.

Titres émis antérieurement à l'exercice 2023 ⁽²⁾ (années antérieures) :

Prises en charge ⁽¹⁾ : **74 750 420,44 €**

Restes à recouvrer * : **55 613 553,48 €**

⇒ Restes passifs : 54 154 074,97 €

⇒ Restes actifs : 1 459 478,51 €

La hausse des prises en charge de 11 599 K€ par rapport à l'an dernier est due aux apurements réalisés en 2022 (dossiers DOUX et TILLY).

La diminution du reste à recouvrer par rapport à 2022 (6 631 K€ est notamment due à l'admission en non-valeur du dossier TILLY pour 8 600 K€).

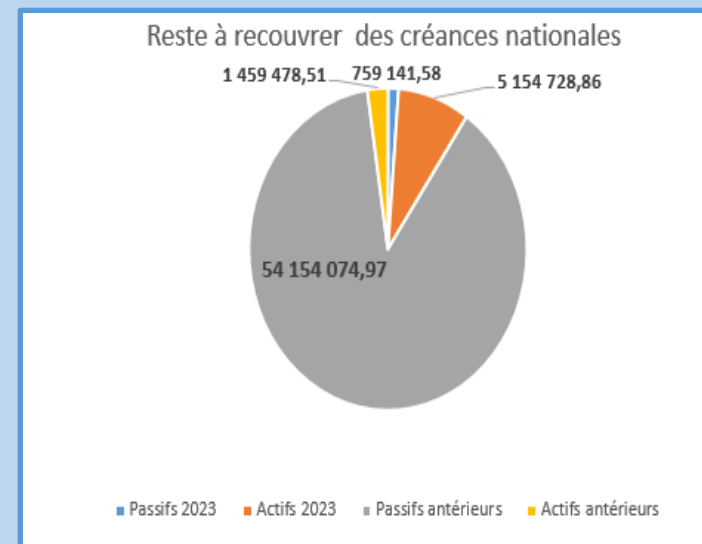
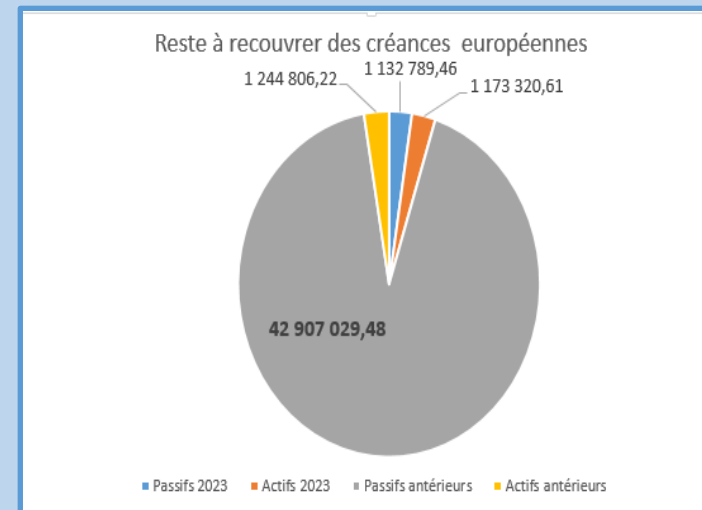
(1) Titres de réductions/annulations non compris

(2) A l'issue de la période complémentaire (hors titres de subventions n'ayant pas de restes à recouvrer au 31/12/N, hors cessions – gestion service Recouvrement)

Restes à recouvrer passifs : titres faisant l'objet de contentieux, de procédures collectives, de demandes de suspension de recouvrement, plans de campagne (titres pour lesquels il n'est pas possible d'agir)

Restes à recouvrer actifs : titres pour lesquels il est possible d'agir

Les chiffres-clés 2023



II - DONNÉES COMPTABLES ET FINANCIÈRES

Référentiels	Analyse Méthode comptable	Mise en œuvre
<p>1) Selon le deuxième alinéa de l'article 47-2 de la Constitution, « Les comptes des administrations publiques sont réguliers et sincères. Ils donnent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière. »</p> <p>2) Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) : Article 68 : « Les états financiers de l'Etat comprennent un bilan, un compte de résultat et l'annexe des comptes annuels. Article 211 : « Le compte comprend :</p> <p>1° Les états retraçant les autorisations budgétaires prévues au 1° de l'article 175 et leur exécution ;</p> <p>2° Le tableau présentant l'équilibre financier prévu au 2° de l'article 175, tel qu'exécuté ;</p> <p>3° Les états financiers annuels prévus à l'article 202 ;</p> <p>4° La balance des valeurs inactives. »</p> <p>Article 212 : « Le compte financier de l'organisme est établi par l'agent comptable à la fin de chaque exercice. L'ordonnateur lui communique à cet effet les états de comptabilité dont il est chargé en application de l'article 208. »</p>	<p>La présentation du bilan et du compte de résultat est définie par la norme 1 relative au décret GBCP.</p> <p>1. Compte de résultat : trois rubriques de charges et deux rubriques de produits sont identifiées : les charges de fonctionnement, les charges d'intervention et les charges financières, les produits de fonctionnement et les produits financiers.</p> <p>2. Bilan : Sous la forme d'un tableau qui recense notamment les actifs et les passifs préalablement identifiés et comptabilisés, les fonds propres et les autres éléments comme les comptes de régularisation et les écarts de conversion.</p> <p>Le paramétrage du bilan et du compte de résultat répond aux modalités de présentation des états financiers définis dans la norme 1 et l'instruction comptable commune depuis 2017.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les charges et produits d'intervention européens sont gérés pour le compte de tiers (classe 4) depuis le 16 octobre 2016 alors qu'ils étaient comptabilisés en charges et produits (classes 6 et 7) jusqu'à l'exercice 2015/2016 ; • En application de la convention cadre du 30 décembre 2016 entre le ministère de l'agriculture et l'alimentation (MAA), le ministère chargé du budget et FranceAgriMer, certaines aides nationales sont gérées en compte de tiers (classe 4) à compter de 2017 alors que ces aides étaient comptabilisées en compte propre (classes 6 et 7) jusqu'en 2016 ;

Notes relatives aux postes de bilan
Bilan des aides nationales gérées en compte de tiers (subvention versée avant décaissement) 1/2

Définition

Les dispositifs d'intervention pour compte de tiers correspondent aux versements reçus de l'État, de l'Union européenne ou d'une autre entité, par l'organisme qui les redistribue sans marge d'appréciation au bénéficiaire final de la mesure d'aide. L'organisme est un intermédiaire dans le dispositif d'intervention qu'il met en œuvre au profit de tiers.

Pour que l'opération entre dans la catégorie des dispositifs pour compte de tiers, trois critères cumulatifs doivent être remplis :

- trois intervenants prennent part au dispositif : le tiers financeur (État, Union européenne ou autre), l'organisme et le bénéficiaire final ;
- l'organisme public ne dispose d'aucune autonomie dans la prise de décision ;
- le financement du dispositif n'est pas assuré par l'organisme mais par les tiers financeurs.

Analyse

Les articles L. 621-2 et L. 621-3 du code rural et de la pêche maritime définissent les domaines et les missions confiés par l'Etat à FranceAgriMer. L'établissement opère la gestion (liquidation et paiement) d'aides publiques dans le domaine de la production agricole de biens alimentaires ou non alimentaires issus des matières premières agricoles.

Pour certaines de ces aides, FranceAgriMer agit en tant qu'intermédiaire et pour compte de tiers sans marge d'appréciation sur les critères d'attribution des aides au bénéficiaire final.

La convention cadre du 30 décembre 2016, entre les ministères chargés de l'agriculture et du budget et FranceAgriMer a défini les sous actions et dispositifs que l'établissement est chargé de liquider et de payer dans le cadre d'une gestion pour compte de tiers.

La convention du 12 décembre 2014, signée par l'Etat et FranceAgriMer définit la mise en œuvre de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010, relatif au programme d'investissements d'avenir géré pour compte de tiers.

Les chiffres-clés 2023

Dispositifs pour compte de tiers anciens (avant 2023)

	Décaissements 2023	Solde de trésorerie
Progr. Apicole Europ.	124 994,24	102 367,91
H5N8	-	-
Budget d'influence	568 698,53	1 022 795,33
Cerise	-	11 531,71
SUIA	1 921 365,00	12 985,10
CASDAR Génétique	4 813 992,86	6 411 134,87
Aval H5N8	-	976,30
Apicole	-	-
Fipronil	-	-
ARFAGRI	102 000	40 036,00
BRAFAGRI	66 200,00	49 228,28
Carottes	-	573,07
Betterave	-	-
Gibier de chasse	-	-
Gel amont	-	-
IA amont H5N8	-	483 810,25
IA œuf	-	-
Bovins	-	-
IA aval H5N8 av-rem	-	-
Gel aval	120 129 980,68	665,21
IA accoueurs	-	-
Elevage gibier plume	-	-
IA aval H5N8	-	-
Gel assurés	-	-
France 2030 vague 1	8 705 218,04	8 813 397,74
Elevage porc	196 619,76	63 916,60
H5N1 amont 21-22	125 716 499,59	3 274 091,97
Résilience éleveur	285 380,62	50 000,88
Résilience intégrateur	231 118,53	-
IA Œufs H5N1	-	-
IA Accoueurs H5N1	56 410 210,66	-
H5N1 aval 2022	-	3 439 474,83

Notes relatives aux postes de bilan
Bilan des aides nationales gérées en compte de tiers (subvention versée avant décaissement) 2/2

Définition	Analyse	Les chiffres-clés 2023																																													
Les décaissements hors PIA s'élèvent à :	<u>De nouveaux dispositifs ont été créés en 2023 :</u>	<u>Nouveaux dispositifs pour compte de tiers</u>																																													
<ul style="list-style-type: none"> - 569,7 M€ en 2023, - 728,2 M€ en 2022, - 159,0 M€ en 2021. 	<ul style="list-style-type: none"> - Aide IA Bidouze H5N8 2021 - Aléas climatique - Sécheresse - IA H5N1 Pathogène 2022 - France 2030 Vague 2 - IA accouv gdpat H5N1 22 - PSA apicol 206 23-27 - Aide lavande - H5N1 amont 2023 - Fécule - Aide Bio 2023 - H5N1 aval 2023 IA HP 	<table> <tr> <th></th><th>Décaissements 2023</th><th>Solde de trésorerie</th></tr> <tr> <td>IA Bidouze H5N8 21</td><td>151 864,30</td><td>-</td></tr> <tr> <td>Aléas climatique</td><td>1 997 346,70</td><td>18 002 653,30</td></tr> <tr> <td>Sécheresse</td><td>1 518 233,68</td><td>18 481 766,32</td></tr> <tr> <td>IA H5N1 Pathogène 22</td><td>99 528 262,98</td><td>1 332,20</td></tr> <tr> <td>France 2030 vague 2</td><td>-</td><td>20 000 000,00</td></tr> <tr> <td>IA Accouv gdpat H5N1 22</td><td>1 809 114,00</td><td>-</td></tr> <tr> <td>PSA apicol 206 23-27</td><td>469 306,29</td><td>265 418,71</td></tr> <tr> <td>Aide lavande</td><td>4 793 950,31</td><td>29 563,85</td></tr> <tr> <td>H5N1 amont 2023</td><td>42 470 428,77</td><td>17 529 571,23</td></tr> <tr> <td>Fécule</td><td>4 265 408,00</td><td>-</td></tr> <tr> <td>Aide Bio 2023</td><td>93 402 684,13</td><td>597 315,87</td></tr> <tr> <td>H5N1 aval 2023 IA HP</td><td>-</td><td>5 667 756,20</td></tr> <tr> <td>Total dispositifs pour comptes de tiers (MASA)</td><td>569 748 702,22</td><td>104 302 363,73</td></tr> <tr> <td>PIA (Programme d'Investissements Avenir)</td><td>1 889 642,12</td><td>22 199 738,24</td></tr> </table>		Décaissements 2023	Solde de trésorerie	IA Bidouze H5N8 21	151 864,30	-	Aléas climatique	1 997 346,70	18 002 653,30	Sécheresse	1 518 233,68	18 481 766,32	IA H5N1 Pathogène 22	99 528 262,98	1 332,20	France 2030 vague 2	-	20 000 000,00	IA Accouv gdpat H5N1 22	1 809 114,00	-	PSA apicol 206 23-27	469 306,29	265 418,71	Aide lavande	4 793 950,31	29 563,85	H5N1 amont 2023	42 470 428,77	17 529 571,23	Fécule	4 265 408,00	-	Aide Bio 2023	93 402 684,13	597 315,87	H5N1 aval 2023 IA HP	-	5 667 756,20	Total dispositifs pour comptes de tiers (MASA)	569 748 702,22	104 302 363,73	PIA (Programme d'Investissements Avenir)	1 889 642,12	22 199 738,24
	Décaissements 2023	Solde de trésorerie																																													
IA Bidouze H5N8 21	151 864,30	-																																													
Aléas climatique	1 997 346,70	18 002 653,30																																													
Sécheresse	1 518 233,68	18 481 766,32																																													
IA H5N1 Pathogène 22	99 528 262,98	1 332,20																																													
France 2030 vague 2	-	20 000 000,00																																													
IA Accouv gdpat H5N1 22	1 809 114,00	-																																													
PSA apicol 206 23-27	469 306,29	265 418,71																																													
Aide lavande	4 793 950,31	29 563,85																																													
H5N1 amont 2023	42 470 428,77	17 529 571,23																																													
Fécule	4 265 408,00	-																																													
Aide Bio 2023	93 402 684,13	597 315,87																																													
H5N1 aval 2023 IA HP	-	5 667 756,20																																													
Total dispositifs pour comptes de tiers (MASA)	569 748 702,22	104 302 363,73																																													
PIA (Programme d'Investissements Avenir)	1 889 642,12	22 199 738,24																																													

BILAN EUROPEEN AU 31-12-2023					
Créances sur subvention UE			Dettes sur subvention UE		
409	avances	183 148 200,23	165	cautions	32 305,96
18	trésorerie	20 905 555,44			
4638	restes à recouvrer	47 043 741,88			
4638172	apurements DPO	0,00	4638	apurements	378 141,67
4638173	apurements forfaitaires	378 141,67			
			46671	oppositions	0,00
			466	excédents	22 293,79
			466	rejets	0,00
			4718	recettes diverses	202 146,09
			Solde sur subvention 443		250 840 751,71
TOTAL		251 475 639,22	TOTAL		251 475 639,22

Diminution de 26M€ des avances à régulariser.

Ligne de trésorerie propre de l'Etablissement

Le dispositif

En 2023, FranceAgriMer a eu recours à deux nouvelles lignes de trésorerie auprès de l'Agence France Trésor (AFT).

- **2023 : 100 M€** (FSE+)
- **2023 : 5 M€** (FEAMPA)

Fin 2022, FranceAgriMer détenait déjà trois lignes de trésorerie AFT pour un montant total de **160,29 M€** :

- **2018 : 20,79 M€** (FEAD)
- **2021 : 79,50 M€** (REACT FEAD)
- **2022 : 60,00 M€** (FSE+)

Les trois lignes ont été accordées dans le cadre de la gestion du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD-FSE+).

Analyse

FranceAgriMer a procédé en 2023 à deux remboursements à hauteur de 60 M€ sur la ligne AFT 2018 et 10,5 M€ ligne AFT 2021.

Une augmentation du solde de trésorerie (compte propre) :

- **2023 : 393,29 M€**
- **2022 : 365,91 M€**
- **2021 : 331,97 M€**
- **2020 : 167,50 M€**

soit **+ 27,38 M€** en 2023 par rapport en 2022.

Le solde de trésorerie élevé est à mettre au regard des lignes de trésorerie AFT dues (265,29 M€ au 31/12/2023).

Les chiffres-clés 2023

1^{ère} Ligne de trésorerie à l'AFT :

Un tirage en 2018 :

- 80 M€
- Taux d'intérêt : 0,41 %

2^{ème} Ligne de trésorerie à l'AFT :

Un tirage en 2021 :

- 85 M€
- Taux d'intérêt : 1,33 %

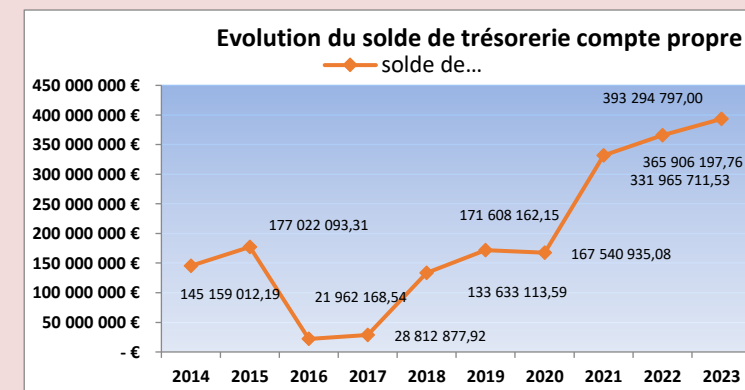
3^{ème} Ligne de trésorerie à l'AFT :

Un tirage en 2022 :

- 60 M€
- Taux d'intérêt : 2,75 %
-

Un tirage en 2023 :

- 105 M€
- Taux d'intérêt : 0,29 %



Approche par les encaissements / décaissements (y compris opérations nationales en comptes de tiers dont PIA)

Le dispositif

Cette approche prend en compte uniquement les encaissements et décaissements effectués du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'exercice. Elle a pour objectif de rendre compte de la situation trésorerie de l'établissement sur un exercice que le mouvement financier soit budgété ou non.

Elle inclut donc les opérations réalisées par FranceAgriMer pour mandat comme, par exemple, les recouvrements et reversements sur créances pour le compte du ministère de l'agriculture.

L'approche retenue, qui s'appuie sur un enregistrement au fil de l'eau des opérations de trésorerie de l'établissement systématiquement rapprochées de la comptabilité et des relevés de compte, permet de distinguer les opérations ayant une origine budgétaire des autres.

Analyse

Un montant total décaissé au niveau « national » :

- en 2023 : **1 028,47 MD€**
- en 2022 : **1 364,5 MD€**

soit un écart de **-336,03M€** résultant d'une forte diminution des aides de crises gérées en compte de tiers pour -174,22M€, d'une baisse des aides gérées en compte propre pour -168,92M€ ainsi qu'une hausse des dépenses de fonctionnement pour +7,11M€.

En 2023, FranceAgriMer a eu recours à deux nouvelles lignes de trésorerie à l'AFT, l'une pour le FSE+ pour 100 M€ et l'autre pour le FEAMPA pour 5 M€

Les dépenses budgétaires sont de 432,98 M€ cela représente 42 % des décaissements.

Pour Les dépenses non budgétaires cela représente 58% des décaissements soit 595,49 M€.

Un montant total encaissé :

- en 2023 : **1 332,06 MD€**
- en 2022 : **1602,8 MD€**

soit un écart de -270,74 M€ résultant d'une forte diminution des crédits de paiements gérés en compte de tiers

Les recettes budgétaires s'établissent à 439,78 M€ soit 33 %.

Les recettes non budgétaires s'établissent à 892,27 M€ soit 67 %.

L'évolution de la trésorerie 2023 de l'établissement est liée à une variation des dépenses et des recettes budgétaires et non budgétaires.

Les chiffres-clés 2023

La trésorerie nationale a augmenté en 2023 :

+351,60 M€

Opérations non budgétaires (variation) :

+361M€ évolution qui se décompose en deux mouvements :

+ 1 001,10 MD€ au titre des encaissements (dont crédits de paiement en Compte de Tiers + 887,2 M€ et des avances AFT + 105 M€)

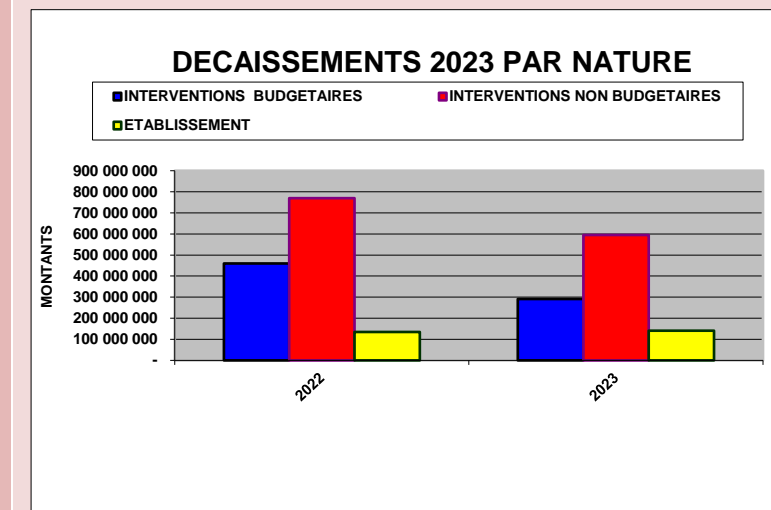
- 640,10 M€ au titres des décaissements (dont aides en compte de tiers 569,2 M€ et le remboursement partiel de deux lignes AFT pour 60 M€)

Opérations budgétaires (variation) :

- 9,4 M€ évolution de la trésorerie

dont :

- **+426,50 M€** au titre des encaissements (dont + 401,10 M€ de CP et +25,40 M€ de recouvrements d'indus et autres)
- **-435,90 M€** au titre des décaissements (dont 291,4 M€ d'interventions)



Décomposition de la variation de la trésorerie nationale

Encaissements	2021	2022	2023	Décaissements	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Budgétaires				Budgétaires				La variation de la trésorerie se décompose en deux éléments	La variation de la trésorerie se décompose en deux éléments	La variation de la trésorerie se décompose en deux éléments
CP versés (Dont UE H5N8)	587,9	569,5	401,1	Dépenses établissement	128,1	134,5	141,5			
Produits à recevoir (FCO)				Intervention (dont Aides de crises- Plan de relance)	352,9	405,4	291,4			
Divers recouvrement	17,7	21,5	25,4							
Vente Actif										
								Variations « budgétées »		
Total	605,6	591,0	426,5	Total	481,0	594,9	435,9	+124,6	-3,9	-9,4
Non budgétaires				Non budgétaires						
Recouvrement pour le compte de l'État	0,6	0,7	0,2	Recouvrement pour le compte de l'État	0	0	0			
PIA	2,3	3,1	5	PIA	7,5	7,2	5,5			
COMPTE DE TIERS	194,1	942,0	887,2	COMPTE DE TIERS	159,2	728,0	569,2			
				Rbt CP trop perçu	24,8	0,0				
Crédit de TVA	0	0	0	TVA décaissé	0,6	1,1	0,9			
Créances apurées	0,7	1,0	0,2	Créances apurées	0	0	0			
CCMSA	0,6	1,0	0,7	CCMSA	0,6	1,5	0,2			
Avance AFT	86,6	60,0	105							
Cautions chèques	1,6	4,0	2,8	Cautions chèques	2,7	4,4	3,1	Variations hors budget		
				Remboursement ligne AFT	45,0	26,6	60			
				Remboursement Intérêt	1,3	0,8	1,2			
Total	286,5	1011,8	1001,1	Total	241,7	769,6	640,1	+44,8	+242,2	+361,0
Total général	892,1	1602,8	1427,6	Total général	722,7	1364,5	1 076	+ 169,4	+ 238,3	+351,6

Source : tableau mensuel de trésorerie au 31/12/2023

ANNEXES : faits d'importance significative

L'actif immobilisé : immobilisations en cours

Définition

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur positive pour l'entité c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs.

L'actif immobilisé est la part de l'actif qui a vocation à demeurer à long terme dans l'entité. Il se décompose en :

- Immobilisations corporelles ;
- Immobilisations incorporelles ;
- Immobilisations financières.

Analyse

Le compte 23252 « Logiciels créés » enregistre les opérations liées à la création d'un logiciel par les moyens propres de l'établissement. Ce sont des immobilisations incorporelles qui résultent de travaux de plus ou moins longue durée confiés à des tiers.

Imputation définitive à l'actif lors de l'achèvement des travaux « opération d'ordre non budgétaire » :

- Débit du compte 205 d'immobilisation incorporelle concernée
- Crédit 23252 Logiciels créés

Les chiffres-clés 2023

Compte 23252 Logiciels	
Bilan d'entrée 2023	5 047 824,92
Acquisitions 2023	10 157 386,81
Annulation de service fait	-15 093,46
Transfert au 205311 Logiciels acquis	0,00
Transfert au 20532 Logiciels créés	-9 298 019,14
Situation au 31/12/2023	5 892 099,13

L'actif immobilisé : immobilisations incorporelles

Définition

Les immobilisations incorporelles résultent essentiellement d'investissements liés aux technologies de l'information et de la communication dont les logiciels, les opérations de recherche et de développement ainsi que les projets informatiques. Elles comprennent également les droits dont l'organisme est titulaire ou qui constituent l'objet même de l'activité de recherche.

Analyse

Les logiciels représentent une part très importante de l'actif de l'établissement.

Un logiciel acquis constitue une immobilisation incorporelle du fait de l'existence d'un droit de propriété incorporelle exclusif.

Un logiciel créé constitue, comme le logiciel acquis, une immobilisation incorporelle du fait de l'existence d'un droit de propriété incorporelle exclusif avec ou sans dépôt de brevet.

La mise en service des développements d'Expadon s'élève à 1,267 M€, celle des logiciels « métiers » 8M€ : CEREOB'S, COTA VIANDES, E-PAIEMENT, HUB TIERS, JAVA SOCLE, LFE, OASAR, OASIS, OCM FRUITS ET LEGUMES, RENO, SIVALNET, VISIOCAPTURE, VITI INV, VITIPLANTATION

Les chiffres-clés 2023

Immobilisations incorporelles		
205311	logiciels acquis	23 472 655,04
205321	logiciels créés	88 148 739,74
205322	logiciels créés "Expadon"	15 253 156,02
2058	autres concessions	435 822,19
208	autres immobilisations incorporelles	46 330,80
		127 356 703,79

L'actif immobilisé : immobilisations corporelles

Définition

Les immobilisations corporelles des organismes sont des actifs dont l'exploitation est susceptible d'engendrer des flux futurs de trésorerie, mais également des actifs non générateurs de trésorerie ayant un potentiel de service.

L'arrêté du 1^{er} juillet 2015 portant adoption du recueil des normes comptables définit dans la norme 6 que « les immobilisations corporelles sont des actifs physiques identifiables et identifiés dans un inventaire physique dont l'utilisation s'étend sur plus d'un exercice et ayant une valeur économique positive pour l'organisme qui l'utilise. »

Critères de comptabilisation :

La norme retient 2 conditions cumulatives pour la comptabilisation d'une immobilisation corporelle :

- L'immobilisation est contrôlée par l'organisme ;
- Son coût ou sa valeur peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Analyse

L'ordonnateur est chargé plus spécifiquement du recensement des biens et de leur identification. Il importe donc que celui-ci s'attache à un suivi exhaustif de la réalité et de la présence des immobilisations et ajuste son inventaire comptable en fonction des données physiques présentes au sein de l'établissement.

La comptabilité auxiliaire a pour finalités de disposer d'un référentiel des immobilisations par état (en cours, en service, etc.) de gérer les flux comptables, d'intégrer les écritures relatives aux immobilisations financières (participations, prêts et avances) et de disposer d'un état détaillé. Les opérations, telles que la gestion et le suivi des immobilisations en cours, la mise en service, les sorties, mises au rebut, amortissements sont réalisées directement en comptabilité auxiliaire, qui mouvemente la comptabilité générale.

FranceAgriMer utilise l'application Immos.Net d'INETUM pour tenir la comptabilité auxiliaire des immobilisations, c'est-à-dire l'inventaire comptable. Le service Affaires financières de l'établissement en est responsable.

En 2019 l'Agence comptable avait comptabilisé une mise au rebut d'une partie de l'actif obsolète. Depuis lors la situation sanitaire a contrarié cette mission réalisée en collaboration entre plusieurs services de FranceAgriMer (SAF-SI-AC).

En 2023, les travaux de migration vers le logiciel PEP n'ont pas permis d'entamer la poursuite de la fiabilisation de l'actif. La migration ayant été reportée au 01/01/2025, la période permettant de réaliser cette fiabilisation sera occupée par les tests à effectuer sur l'application PEP.

Les chiffres-clés 2023

Immobilisations corporelles		
211	terrains	134 018,00
212	aménagements de terrains	5 943,76
213	constructions	6 337 688,76
215	installations techniques	1 181 965,81
216	collections	40 109,29
218	autres immob. corporelles	22 269 156,73
		29 968 882,35

L'établissement s'était engagé à ajuster progressivement l'inventaire physique. Un plan d'action a été initié en 2014 mais suspendu le temps des travaux de passage à la GBCP.

Actions passées significatives :

- 2014 : un apurement de 34,32 M€ des biens inscrits aux comptes 205, 213 et 218 ;
- 2017 : ajustement et correction des biens immobiliers (terrains et bâtiments comptes 211) et ajustement des immobilisations anciennes aux comptes 23 avec transfert aux comptes 20 et amortissements ;
- 2018 : ajustement de l'inventaire physique des biens immobiliers (comptes 211 ; 212 ; 213) ;
- 2019 : mise au rebut d'immobilisations corporelles pour un montant total de 1,4 M€.

L'actif immobilisé : immobilisations financières

Titres de participation

Le portefeuille de FranceAgriMer est intégralement constitué d'actions du Centre national des expositions et concours agricoles (CENECA) acquises par les offices agricoles

Analyse

La dernière valeur de l'action a été confirmée par le CENECA et s'élève à 15,25€ au 31/12/2023. La valeur nette reste donc inchangée à 201 300€

(13 200 x 15,25 = 201 300)

Pour mémoire, c'est en 2018 que cet actif de FranceAgriMer a été actualisé pour la dernière fois par la comptabilisation d'une reprise de dépréciation de 132 €.

2618 « titres de participation » : 231 722,50 €

2961 « dépréciations » : 30 422,50 €

Les chiffres-clés 2023

Origine et détail des titres	Montant
ONIEP	
2000 Actions CENECA à 15,25€	30 500,00
470 Actions CENECA à 15,25€	7 167,50
2000 Actions CENECA à 15,25€	30 500,00
8000 Actions CENECA à 15,25€	122 000,00
ONIPPAM	
30 Actions CENECA à 15,25€	457,50
VINIFLOR	
ONIFLHOR	
100 Actions CENECA à 15,25€	1 525,00
ONIVIN	
400 Actions CENECA à 15,25€	6 100,00
ONIGC	
200 Actions CENECA à 15,25€	3 050,00
TOTAL 13 200 actions	201 300,00

L'actif immobilisé : autres immobilisations financières

Définition

Les autres immobilisations financières comprennent :

- les titres, autres que les titres de participation, que l'établissement n'a pas l'intention ou la possibilité de revendre à bref délai ;
- les prêts, c'est-à-dire des fonds versés à des tiers en vertu de dispositions contractuelles, par lesquelles l'établissement s'engage à transmettre à des personnes physiques ou morales l'usage des moyens de paiement pendant un certain temps ;
- les créances assimilables à des prêts (dépôts et cautionnements versés notamment).

Opérations réalisées

FranceAgriMer gère également le Fonds national de cautionnement des achats de produits de la mer (FNCA) prévu par les articles L. 932-6 et D. 932-21 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

FranceAgriMer participe également au FNCA, le montant de la participation correspond au solde du compte 276125.

Les chiffres-clés 2023

Autres immobilisations financières		
27431	prêt accession à la propriété	679,26
27482	autres prêts	12 820,00
2751	dépôts	5 923,76
276125	FNCA	4 413 774,55
		4 433 197,57

Créances

Définition

Droit personnel permettant à son titulaire (le créancier), en l'occurrence l'établissement, d'exiger d'une autre personne (le débiteur) l'exécution d'une obligation (remise d'un somme d'argent).

La comptabilité

Les créances sont enregistrées au débit des comptes de classe 4.

Sont présentées dans ce rapport les créances hors cessions.

Restes à recouvrer au 31/12/2023

Restes à recouvrer au 31/12/2023

✚ **National : 61 527 423,92 € ⁽¹⁾ :**

- fonctionnement : 1 065 561,10 €
- intervention : 2 451 399,77 €
- redevances : 367 980,64 €
- certificats import-export : 26 704,02 €
- créances douteuses : 11 947 633,42 €
- Prélèvement supplémentaire : 116 588,98 €
- plans de campagne : 1 884 825,86 €
- P3A : 2 766 051,71 €
- apurements UE : 39 404 609,37 €
- subventions ⁽²⁾ : 1 496 069,05 €

✚ **FEAGA : 47 043 741,88 € (indus et irrégularités)**

✚ **FEP : 3 119,91 €**

⁽¹⁾ Explications comptes comptables National :

Fonctionnement : comptes 411210, 411211, 411220, 411221, 46385, 4636
 Intervention : comptes 46311, 46320, 46321, 4635210, 4635211, 4635214, 4635221, 4635224, 4635232, 4635233, 4635236
 Redevances : comptes 41130, 41131, 41148, 41157, 41158, 411159
 Certificats : comptes 463410, 463411
 Créances douteuses : comptes 416, 4161
 Prélèvement supplémentaire : compte 46787
 Plans de campagne : comptes 463812, 463813
 P3A : comptes 46384, 46785
 Apurements UE : comptes 463171, 463174
 Subventions : 4417, 443425

⁽²⁾ Restes à recouvrer au 31/12/23 – titres pris en charge le 29/11/23

Capitaux propres

Définition

Les capitaux propres représentent le passif interne de l'établissement, c'est-à-dire le solde de son patrimoine et de ses engagements avec les tiers.

Du point de vue de l'analyse du bilan, les capitaux propres sont déterminés par la différence entre l'expression comptable, d'une part, de l'ensemble des éléments de l'actif et d'autre part de l'ensemble des éléments de passif externe (dettes + provisions).

La comptabilité

Les capitaux propres sont constitués des comptes 10 à 14 :

- le capital : 10
- le report à nouveau : 11
- le résultat de l'exercice : 12
- les subventions d'investissement : 13

En 2023, la subvention pour charge d'investissement (SCI) a été comptabilisée en « financement non rattaché à un actif », compte 101 pour un montant de 6,934M€. Cette subvention venant effectivement financer des biens de l'actif, l'établissement réfléchit à une ré-imputation des SCI en compte 104 « financements rattachés à un actif ». Cette comptabilisation permettra une reprise de financement et in fine une sortie du bilan de ces financements.

De plus, un montant de 2,1 M€ a été reçu en financement fléché du projet « Expadon » portant son financement par l'Etat à 11,3 M€.

Une reprise de financement de 1 152 965€ du logiciel Expadon a été comptabilisée en 2022 portant la reprise globale à 4 208 895€.

Les chiffres-clés 2023

	2021	2022	2023
capital	28 324 222,14	36 270 639,14	44 152 098,14
réserves	5 264 322,83	5 088 816,45	1 526 541,39
report à nouveau (hors Milan)	-36 768 293,96	60 488 246,59	- 6 895 950,28
report Milan	-625 581,09	0	0
résultat net de l'exercice (hors Milan)	97 821 770,68	-70 946 471,93	34 320 579,55
résultat Milan	- 115 155,42	0	0

Provisions pour risques et charges

Définition

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise.

Il s'agit donc d'une obligation de l'Etablissement à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente.

Il s'agit d'une définition très proche de celle des dettes, elle s'en distingue toutefois par le degré de connaissance précise ou non du montant et/ou de l'échéance de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

La comptabilité

Les provisions pour risques et charges sont classées selon leur nature dans des comptes suivants :

- provisions pour litiges (compte 1511),
- provisions pour autres risques (compte 1518),
- provisions pour compte épargne temps (compte 1582),
- provisions pour charges sociales et fiscales (compte 1583).
- autres provisions (compte 1588),

La société SMEG ayant été définitivement déboutée, les deux litiges préalablement provisionnés pour un montant total de 3,5M€ ont été repris. La société LGMC a pour sa part été partiellement désintéressée, la provision de 0,7M€ est également reprise.

Par ailleurs, l'établissement ayant versé la caution SALVAGNAC de 115 500€, celle-ci est reprise.

Les chiffres-clés 2023

	Provisions 31/12/2022	Reprise	Dotation	Provisions 31/12/2023
Provisions pour litiges (1511)	5 043 639,26	4 221 453,27	160 320,01	982 506,00
Autres provisions pour risques (compte 1518)	115 500,00	115 500,00	0,00	0,00
Provisions pour CET (1582)	2 455 571,00	0	208 582,00	2 664 153,00
Provisions CET charges sociales et fiscales (1583)	1 073 726,00	0	115 197,00	1 188 923,00
Total	8 688 436,26	4 336 953,27	484 099,01	4 835 582,00

Dépréciation des comptes de tiers compte 496 « débiteurs divers »

Définition	La comptabilité	Les chiffres-clés 2023
<p>Constatation de la perte de valeur probable de créances dont le recouvrement s'avère incertain (insolvabilité probable du débiteur, litige sur le montant de la créance).</p> <p>Les reprises s'effectuent dès la comptabilisation de l'admission en non-valeur pour des titres irrécouvrables ou suite à des décisions de justice donnant lieu à annulation de titre.</p>	<p>Débiteurs divers</p> <p>Constatation d'une charge (débit du compte 6817) par crédit du 491.</p> <p>Constatation d'un produit (crédit du compte 7817) par débit du 491.</p> <p>Les dépréciations relevant du fonctionnement diminuent sensiblement, un recouvrement de 101 497,04€ a été comptabilisé en paiement partiel de la dette de la Cave du Poitou. Le solde a été admis en non-valeur.</p> <p>Les dettes au nom de LAHER et FILS et ETS SUSPENE pour 9 130,60€ composent les nouvelles dotations.</p> <p>Les dotations aux dépréciations d'intervention augmentent nettement de 1,4M€. Ce sont les titres LGMC INDUSTRIES qui expliquent cette augmentation, la société ayant introduit une réclamation au TA.</p>	<p>Débiteurs divers provisionnés</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Créances relevant du budget de fonctionnement : 462 519,32 € ➤ Créances relevant du budget d'intervention : 11 444 950,96 €

Emprunts et dettes financières

Définition	La comptabilité	Les chiffres-clés 2023
<p>Cette rubrique comprend d'une part les emprunts et d'autre part les dettes financières assimilées à des emprunts (dépôts et cautionnements reçus notamment).</p>	<p>Les cautions encaissées sont enregistrées au crédit du compte 165 et classées par nature. Ces versements concernent différentes mesures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - certificats import/export (toutes filières), - plantations anticipées, - promotion-investissements et restructuration du vignoble (FEAGA), 	<p>Les chiffres-clés 2023</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ En début d'exercice : 0,98 M€ de cautions ➤ En fin d'exercice : 0,66 M€ de cautions

Les comptes de liaison

Définition

Les comptes de liaison sont utilisés pour retracer les opérations internes entre les différentes entités de l'établissement. Ainsi, assurent-ils la liaison entre les services à comptabilité distincte (SACD) et l'établissement principal, notamment pour les opérations de trésorerie.

La comptabilité

Le solde de trésorerie des SACD et du budget annexe apparaît en comptabilité principale au crédit des comptes 185.

Pour rappel : le Fonds Européen pour la Pêche (FEP) a été adopté pour 7 ans (2007-2013). Durant l'exercice 2019, le solde du compte de trésorerie du fonds a été reversé à l'Agence de service et de paiement (ASP) (2 142 333,59 €) pour une restitution finale à l'Etat, autorité de gestion du FEP. Ce fonds n'est pas clôturé pour autant dans les écritures de FranceAgriMer, un titre de recette reste en cours de recouvrement (échancier de paiement).

Les chiffres-clés 2023

Soldes de trésorerie :

➤ SACD FEP :	9 990,00 €
➤ SACD FEAGA :	20 905 555,44 €

Les produits constatés d'avance

Définition

Les produits constatés d'avance sont des produits perçus ou comptabilisés avant que les prestations et fournitures, les justifiant aient été effectuées ou fournies (ou pour l'établissement les dépenses d'intervention).

La comptabilité

Au 31 décembre les produits constatés d'avance sont enregistrés au débit du compte de classe 7 d'origine par un crédit du compte 487.

Au début de l'exercice N+1 l'opération est extournée.

Le compte 487 présente un solde de 255 312 810,34 € ; soit une augmentation de 9 684 913,67 € par rapport au 31 décembre 2022, essentiellement portée par les PCA au titre du plan de relance.

Les chiffres-clés 2023

PCA exercice 2023	
intervention	
programme 149-21	24 450 294,23
Programme 149-22	42 212 370,29
Programme 205-07 (ex149-28)	2 410 480,91
Plan de relance-Agriculture	111 183 363,77
Plan de relance-Pêche	23 008 942,74
programme 775 – Assist. technique	1 425 043,11
programme 776 - Expérimentation	43 377 088,07
ADECIA	301 019,11
FEAMPA National	6 652 614,85
fonctionnement	
Service public de l'équarrissage	291 593,26
	255 312 810,34

Autres informations

La comptabilité hors bilan : les engagements donnés (classe 8)

Définition

La classe 8 regroupe tous les comptes qui n'ont pas leur place dans les comptes de classe 1 à 7 du cadre comptable. Ainsi, est-elle utilisée pour satisfaire à certaines obligations d'information notamment pour suivre la comptabilité des engagements.

La balance « hors-bilan » présente une situation agrégée (comptabilité principale de FranceAgriMer et SADC FEAGA) de la comptabilité des engagements.

Pour chaque compte de la balance son appartenance à la comptabilité principale de l'établissement ou au SADC FEAGA est indiquée respectivement par la mention NAT ou FEA

Analyse

Les comptes d'engagements enregistrent des droits et obligations susceptibles de modifier le montant ou la consistance du patrimoine de l'établissement. Les effets des droits et obligations sur le montant ou la consistance du patrimoine sont subordonnés à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures. C'est le cas notamment des cautions et garanties.

➤ Dispositifs pour compte propre : engagements non ordonnancés (ENO)

Les dispositifs pour compte propre engagés mais non ordonnancés à la clôture, sont, en application de l'avis du CNOCP n°2013-05 du 5 juillet 2013 des engagements potentiels à comptabiliser en hors bilan car toutes les conditions requises ne sont pas intégralement remplies à la clôture de l'exercice.

➤ L'Aval

FranceAgriMer accorde aux entreprises de collecte et de stockage de céréales une garantie sur les financements obtenus en vue du paiement comptant des livraisons de céréales effectuées par les producteurs.

Il est à noter que certains collecteurs doivent, en regard de leur situation financière, produire un acte de sous cautionnement. Ces actes, se traduisent dans la comptabilité de FranceAgriMer par un engagement reçu.

Les chiffres-clés 2023

Les engagements non ordonnancés ont diminué de 93,9 M€ passant de 630,7 M€ à 536,8 M€.

L'augmentation de 30 M€ des ENO au titre de la pêche (FEAMPA) est due aux engagements pluriannuels pris par l'établissement, alors que les liquidations se feront en 2024 et 2025.

A contrario, les liquidations importantes au titre du FEAD, du FSE et du plan de relance entraînent mécaniquement la baisse des ENO.

Affaires sociales	97 030 929,65
agriculture	352 500 866,70
autres	50 806 966,59
pêche	36 542 527,66
Total général	536 881 290,60

➤ L'Aval

Au 31 décembre 2023 : 2 618 616 108,38€ d'encours de garanties données par FranceAgriMer ; contre 3 917 376 776,37€ en 2022 soit une diminution de 1,3 Milliard€.

Cette baisse importante permet de retrouver un niveau habituel de ces garanties. La forte hausse précédemment comptabilisée était due à l'augmentation du prix des céréales concomitante à la guerre en Ukraine.

La comptabilité hors bilan : les engagements reçus (classe 8)

Définition	Comptabilité	Les chiffres-clés 2023
<p>La classe 8 regroupe tous les comptes qui n'ont pas leur place dans les comptes de classe 1 à 7 du cadre comptable. Ainsi, est-elle utilisée pour satisfaire à certaines obligations d'information notamment pour suivre la comptabilité des engagements.</p> <p>La balance « hors-bilan » présente une situation agrégée (comptabilité principale de FranceAgriMer et SCD FEAGA) de la comptabilité des engagements.</p> <p>Pour chaque compte de la balance son appartenance à la comptabilité principale de l'établissement ou au SCD européen est indiquée respectivement par la mention NAT ou FEAGA.</p>	<p>Les engagements reçus</p> <p>➤ Les cautions européennes :</p> <p>Leur suivi est assuré au niveau de la mesure. Un compte de classe 8 dédié est ouvert dans le SCD FEAGA pour chaque catégorie de caution prévue par un règlement européen (subdivision du compte 818) Les engagements reçus sont enregistrés au débit du compte.</p> <p>Une deuxième catégorie de cautions européennes correspond aux garanties sur créances. Elles sont enregistrées au débit des subdivisions du compte 81838.</p> <p>➤ Les cautions nationales :</p> <p>Le suivi des cautions garantissant les mesures nationales est assuré au niveau de l'aide. Lorsque cela est nécessaire, un compte de caution est ouvert pour chaque aide. Il s'agit d'une subdivision du compte 811, la codification de l'aide se trouvant de la 4^e à la 7^e position. Les engagements reçus sont enregistrés au débit du compte.</p> <p>Une deuxième catégorie de cautions nationales correspond aux garanties sur créances. Elles sont enregistrées au débit des subdivisions du compte 8131.</p>	<p>Engagements reçus garanties constitués sur :</p> <p>Mesures européennes : 332 463 615,39€</p> <p>Créances européennes : 17 803 989,80€</p> <p>Mesures nationales : 84 678 594,52</p> <p><u>L'Aval</u></p> <p>Engagements reçus au titre de l'aval au 31 décembre 2023 :</p> <p>➤ 1 414 867 000,00 €</p>

Valeurs inactives

Définition	Comptabilité	Les chiffres-clés 2023
<p>Il s'agit d'une comptabilité matière qui permet d'enregistrer les valeurs inactives qui ne constituent pas le portefeuille de l'établissement.</p> <p>Il s'agit de valeurs de biens ou de droits appartenant à des tiers ou qui n'acquièrent leur valeur nominale que lorsqu'elles sont mises en circulation (tickets restaurant).</p>	<p>Les tickets restaurant sont enregistrés pour leur valeur faciale, soit 8,82 €.</p> <p>Le stock des tickets correspond au solde débiteur du compte 4373.</p>	<p>Total des tickets restaurant enregistrés en valeur inactive : 132,30 €, soit 15 chèques restaurant.</p>



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER